L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4e ANNEE
JEUDI 21 SEPTEMBRE 72
N° 158

REGIME DU SCANDALE

REGIME A ABATTRE

« Scandale », le mot est maintenant dans toutes les bouches. Chaque semaine apporte désormais sa nouvelle affaire. Un scandale se tasse, un autre prend aussitôt la relève. La pourriture s'étale, la corruption *est mise à jour*. Certes, les IIIe et IVe Républiques avaient eu leur lot de sales histoires, mais à côté de la Ve c'était peu de choses. Et à chaque fois on descend plus bas dans l'*infâmie*. Le scandale, la corruption, la débauche sont le propre des classes qui vont à leur fin. Avant de perdre leur rôle dominant, les classes exploiteuses se sont toujours vautrées dans la boue. Il en fut ainsi à toutes les époques, il en est ainsi aujourd'hui encore. Les scandales sont l'expression de la putréfaction du capitalisme.

Une longue série

Il y eut l'affaire de la Villette dans laquelle le député U.D.R. de Grailly a trempé. Puis vinrent les scandales immobiliers qui mirent en cause des députés U.D.R., un ancien membre du cabinet de Pompidou, ainsi que Chalandon, ministre de l'Equipement. Ce furent les affaires fiscales mettant en cause Chaban-Delmas et ses proches. Vinrent les accusations portées contre un responsable des services d'espionnage l'impliquant dans le trafic de drogue. Un ministre, Dechartes, dut démissionner après avoir été impliqué dans un scandale immobilier. Des hommes de main du S.A.C. travaillant pour le compte du ministère de l'Intérieur furent condamnés pour chantage et trafic d'influence. On se souvient de l'affaire de la publicité clandestine à l'O.R.T.F. qui entraîna le départ de son directeur, de celle du fichier de l'O.R.T.F. qui disparut au profit d'une entreprise dirigée par Tomasini. Et puis ces derniers temps l'affaire de proxénétisme de Lyon mettant en cause des responsables de la police et deux députés U.D.R.

Nous en avons peut-être oublié, mais la liste est si longue, les députés et autres « personnalités » compromis si nombreux que la place nous manquerait s'il fallait tous les signaler.

Le dernier en date

Il est survenu à l'initiative d'un dénommé Aranda qui fut membre du cabinet de Chalandon, chargé des relations avec la presse au ministère de l'Equipement. Homme de confiance de Chalandon qui, paraît-il, se fiait à son avis dans les questions « délicates », cet individu n'avait guère eu de problèmes de conscience jusqu'à ces derniers jours. Et le voilà qui déballe son sac. Il aurait 136 documents mettant en cause 48 « personnalités ».

Et il donne deux échantillons.

On se souvient qu'en février 1970 des avalanches survenues à Val d'Isère et à Tignes avaient fait

(suite p. 3)

GISCARD D'ESTAING

Entre autres, gendre d'Eugène Schneider, 1er groupe industriel français.

Est-il besoin de souligner que son poste au ministère des Finances lui a permis de rendre des services à la famille et aux monopoles « amis », sur le dos du peuple, bien entendu.

LES DEUX " PURS "

ARANDA A DÉCLARÉ QUE GISCARD D'ESTAING ET ALBIN CHALANDON SONT DES " PURS ". MAIS QUI SONT CES DEUX " HONNÊTES FONCTIONNAIRES " ?

CES DEUX-LA, COMME LEURS COMPÈRES, EXERCENT LA SUBORDINATION DE L'APPAREIL D'ÉTAT AUX MONOPOLES CAPITALISTES, CONTRE LE PEUPLE !

ALBIN CHALANDON

En tant que ministre de l'Équipement, a eu la main haute sur les contrats d'autoroute, les permis de construire, etc. Ce qui n'a pas été d'un petit profit pour la société immobilière S.E.R.D.I. qu'il préside.

Grande leçon de 51 années de lutte du Parti Communiste Chinois

APPLIQUER LE MARXISME-LENINISME ET NON LE RÉVISIONNISME

pages 6 et 7

LA BATAILLE DE « L'HUMANITÉ ROUGE »

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

NOTE AUX LECTEURS

A partir de maintenant, pour toute commande de journaux, brochures, livres, etc., autres que « l'Humanité Rouge » et les brochures éditées en supplément à « l'Humanité Rouge » (toujours diffusées par notre intermédiaire), écrire à :

CENTRE DE DIFFUSION DU LIVRE

EDITIONS DU CENTENAIRE

B.P. 120 - 75962 PARIS - Cédex 20

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Des militants	4,50
Les pourboires d'un facteur	50
Une ancienne assistante dentaire à 800 F par mois	5
Un jeune cheminot, soutien à notre presse	50
Sympathisant H.R.	10
En espérant qu'un jour H.R. deviendra quotidien	3
Versement mensuel B.A.V. Septembre, soutien à H.R.	10
Cercle Denis Gemnitz	20
Soutien de masse	11,70
G.D. pour la lutte classe contre classe	100
Cercle P.E. 2e versement de septembre	60
1 appelé soutien à H.R.	3
J.P.J. pour soutenir notre journal dans sa lutte idéologique et politique	11,50
Vive le P.T.A.	5
Un étudiant. Soutien à H.R.	10
Le comité de rédaction de l'H.R.	70
Soutien au combat de l'H.R.	50
En supplément à Commande de brochures. Soutien à H.R.	6,50
Soutien à H.R., N.V.T.	200
Ni révisionnisme, ni gauchisme	77,50
Un employé	0,50
Un auxiliaire des P.T.T. Sud-ouest	16
Brigitte soutien à H.R.	4
Un étudiant M.L.	3
Anonyme	10
Total de la semaine	791,20
Total général précédent	210 813,93
Total déjà utilisé pour les règlements d'H.R.	211 605,13

Lisons et étudions : ALBANIE AUJOURD'HUI

Le n° 4 d'**Albanie Aujourd'hui** est paru. Nous encourageons tous nos lecteurs à lire et à étudier cette nouvelle publication albanaise, qui se présente comme une « revue de politique et d'information ». Elle paraît tous les deux mois.

Albanie Aujourd'hui aborde de manière approfondie des sujets qui sont du plus haut intérêt pour nous, marxistes-léninistes français. Divers articles ont examiné la nouvelle situation des classes et de la lutte des classes dans les pays capitalistes, notamment européens — en précisant le rôle dirigeant que doivent avoir la classe ouvrière et son parti d'avant-garde dans cette situation. (Parmi les articles : « La classe ouvrière et sa mission historique mondiale », « Le rôle des intellectuels dans les pays capitalistes », « La situation actuelle du mouvement de la jeunesse et des étudiants dans les pays capitalistes », etc.)

D'autres articles exposent l'expérience du Parti du Travail d'Albanie dans certains domaines comme l'élaboration de la ligne juste et du programme révolutionnaire, la définition de la contradiction principale dans le pays, etc.

Sont également publiés dans la revue des commentaires riches en informations et en arguments, sur la situation internationale et qui s'attachent en particulier à démasquer la politique contre-révolutionnaire des impérialistes et des révisionnistes, U.S.A. et U.R.S.S. en tête (articles sur la « Sécurité européenne », l'Europe Unie et le Marché Commun, la crise monétaire, la théorie de la « souveraineté limitée »...)

D'autres articles abordent les problèmes de l'édification du socialisme en Albanie et exposent les progrès de l'industrie et de l'agriculture, la lutte contre le bureaucratisme, etc.

Enfin, les extraits les plus important des discours prononcés par les dirigeants du Parti du Travail d'Albanie sont publiés, comme par exemple le discours prononcé par Enver Hoxha au VIe Congrès des Syndicats en mai dernier.

L'ensemble des articles constitue de précieux matériaux, car il sont le reflet de l'immense expérience que le Parti du Travail d'Albanie a acquise, sous la direction d'Enver Hoxha, dans l'édification du socialisme et la consolidation de la dictature du prolétariat, comme dans la lutte qu'il a menée aux avant-postes contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne.

Profitons de cette riche expérience ! Lisons et étudions **Albanie Aujourd'hui !**

ABONNEMENT : 1 an, 20 F —— L'exemplaire : 3,30 F

Ecrire à : Drejtoria Qëndrose e Përhapjes librit, Rruga Konferenca e Pezës, TIRANA (ALBANIE) ou par notre inetrmédiaire

Entre nous soit dit...

Tous les moyens sont bons à la bourgeoisie pour faire rentrer dans les têtes des idées qui répondent à ses intérêts. Et pour cela elle commence dès l'école. Témoin ce cahier destiné aux écoliers sur la couverture duquel est inscrite cette phrase de Benjamin FRANKLIN : **« Si quelqu'un vous dit qu'il est autre moyen de faire fortune que par le travail, fuyez-le, c'est un imposteur. »**

Dans une telle petite phrase, combien d'idées pourries ne se cachent-elles pas !

D'abord la Fortune, présentée comme le but de la vie. Le profit, règle d'or du capitalisme.

Deuxièmement, inculquer le respect de ceux qui ont fait fortune, des capitalistes, des patrons, qui sont des gens « travailleurs et économes ».

Troisièmement, faire croire que si on travaille beaucoup et si on économise sou à sou, la fortune est au bout. A ces conditions, tout le monde peut devenir riche. Ceux qui n'y arrivent pas sont soit fainéants soit dépensiers, soit les deux à la fois.

Quatrièmement, cacher que la Fortune des capitalistes est amassée sur le dos des travailleurs et qu'elle n'a pas d'autres origines. Et enfin faire croire que ceux qui proclament bien haut cela ne sont que des imposteurs.

Voilà comment procèdent les exploiteurs pour emprisonner les esprits. La voilà l'imposture !

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsé-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris ..... F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs) .....

.....

Date : .....

Pseudonyme .....

Lisez

« FACE AU GAUCHISME MODERNE »

PRIX : 3 Francs

Ajouter 20 % du prix à la commande pour frais d'expédition.

Voyage en Albanie

Dernier délai des inscriptions pour le voyage en Albanie qui aura lieu du 14 octobre au 1er novembre.

Le prix du voyage et du séjour s'élève à 1 200 F tout compris.

Pour tout renseignement : Ecrire à Suzanne Marty par notre intermédiaire.

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Age : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

Signature

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanite Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

RÉGIME DU SCANDALE, RÉGIME A ABATTRE

ÉDITORIAL (suite de la page 1)

44 morts, parmi lesquels des enfants d'une colonie de vacances. Et on apprend que les permis de construire avaient été délivrés en connaissance des risques d'avalanche qui existaient. Du maire jusqu'au ministère en passant par le préfet, tous refusèrent de s'opposer à la construction alors qu'ils savaient parfaitement qu'elle allait se faire dans une zone dangereuse. C'est sur l'intervention d'un membre du cabinet ministériel que le permis de construire fut délivré. Et cela dans le seul intérêt des sociétés immobilières qui construisirent ainsi pour leur plus grand profit à Val d'Isère 1 044 logements, 514 chambres d'hôtels et 41 constructions diverses dans des zones dangereuses. Le résultat, on le connaît : 44 morts ! Et les assassins courent encore.

Autre document, une lettre adressée par Tomasini (encore lui !) à Chalandon (son « cher Albin »), lettre dans laquelle il recommande à Chalandon de confier au groupe « *l'Entreprise industrielle* » la construction de l'autoroute Narbonne-Bordeaux.

Ce fait illustre parfaitement la subordination de l'Etat aux monopoles ainsi que la concurrence que se livrent les monopoles entre eux pour obtenir tel ou tel marché.

Qui mène le bal ?

Bien naïfs seraient ceux qui penseraient que ces révélations sont le fait « d'honnêtes hommes » révoltés par tant de pourriture. La régularité avec laquelle éclatent ces scandales montre assez qu'il s'agit d'une entreprise coordonnée.

La bourgeoisie sent bien monter la colère des travailleurs soumis à une exploitation qui se renforce. Ces messieurs se rejettent les responsabilités les uns sur les autres, se mettent des bâtons dans les roues, chacun cherchant à se disculper. L'actuelle majorité est comme un bateau qui coule et les rats cherchent à le quitter.

Ces scandales sont révélateurs de la guerre de gangs de plus en plus impitoyable au sein de la bourgeoisie. L'objectif politique est de liquider les éléments trop « libéraux », se donner un visage « pur et dur » et tenter ainsi de duper le plus de monde possible. C'est là une vieille tactique des fascistes.

C'est ainsi que dans l'affaire de proxénétisme de Lyon, mise sur le tapis par d'ex-O.A.S., le gagnant n'est autre que Soustelle, ancien chef O.A.S., qui déclarait il y a quelques jours : « *Ce que je souhaite, notamment pour notre ville, c'est que la justice fasse ce qu'elle a à faire, qu'elle le fasse vite et qu'elle vise haut car notre image de marque se trouve sérieusement compromise.* » Mais ce que Soustelle ne dit pas, c'est que le député-proxénète Charret faisait partie en 1956-1957 du « réseau lyonnais » de Soustelle à une époque où les activités de Charret étaient déjà d'un type particulier.

Enfin, derrière chaque scandale on trouve la main des « *Républicains indépendants* » dont le dirigeant est Giscard d'Estaing. N'est-il pas révélateur que dans une interview au quotidien fasciste « l'Aurore », Aranda déclare : « *Je suis resté un an au service de l'Etat, et je n'ai jamais vu, par exemple, M. Valéry Giscard d'Estaing mêlé de près ou de loin à une seule combine* » ? On croyait pourtant que le père banquier ainsi que le frère de Giscard d'Estaing étaient mêlés à de sombres histoires...

Gageons que la liste des scandales n'est pas close et que nous aurons à en reparler. Les élections législatives approchent et il reste du linge sale à laver. Les attaques de Poniatowsky, secrétaire général des « *Républicains indépendants* », contre une organisation nommée l'« *Union corse* » qui serait un haut-lieu du trafic de drogue, préparent, paraît-il, la suite.

Le scandale des scandales

Ces scandales, si nombreux soient-ils, sont un bien petit reflet de la pourriture de cette société. Aussi révoltants qu'ils puissent être, ils sont chose normale dans une société dont le mot d'ordre est PROFIT. Dès lors tous les moyens sont bons. Là où il y a exploitation de l'homme par l'homme, il y a scandale.

Tant que durera le capitalisme durera le scandale. C'est lui qu'il faut abattre. Toute autre « solution » ne peut être que mensonge ou rêverie.

Le scandale cessera le jour où dans notre pays la classe ouvrière établira son pouvoir par la révolution prolétarienne.

CLASSE CONTRE CLASSE

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

USINE FIRESTONE à Lens

Depuis le 7 septembre, 76 ouvriers fabrication de l'usine Firestone à Lens sont en grève illimitée. Ils sont en lutte pour l'augmentation des salaires et la suppression du système continu par un système semi-continu.

Malgré les tentatives de la direction de briser le mouvement : pressions et menaces des chefs d'équipe sur les ouvriers, embauche de personnel intérimaire, etc, la grève se poursuit.

Dans des tracts, les grévistes ont appelé à la solidarité. Des collectes sont organisées aux portes des principales entreprises, au super-marché Carrefour et dans les cités. Pour tenter d'isoler les grévistes de la population, la direction a fait diffuser de fausses informations sur les salaires.

ENTREPRISE SHOKBETON à Couéron (Loire-Atlantique)

Cette entreprise hollandaise du bâtiment, située à dix kilomètres de Nantes, vient de licencier 66 travailleurs et s'apprête à revendre cette entreprise à la « Rennaise de Préfabrication ». Certains ouvriers seraient réembauchés à la « Rennaise » à des salaires inférieurs. Une manifestation a eu lieu le jeudi 7 septembre dans les rues de Couéron, à l'appel des organisations syndicales, pour protester contre ces pratiques.

USINE C.O.R.E.P. à Nevers (Nièvre)

Les travailleurs de l'atelier machines de la C.O.R.E.P. (construction de préfabriqués) de Nevers sont en grève depuis le mardi 12 septembre.

Le jeudi 7 septembre, les 15 ouvriers des deux équipes de l'atelier déposaient leurs cahiers de revendications :

— 45 centimes d'augmentation de l'heure ;
— une prime de transport ;
— des douches ;
— un garage à vélos ;
— un parking éclairé.

C'est à la suite de la réponse du patron : « Je ne refuse pas l'augmentation, mais je ne peux l'accepter pour l'instant... elle sera étudiée pour l'ensemble de l'usine courant septembre » et il ajoutait : « De toute façon ceux qui la méritent obtiendront l'augmentation. » Aussitôt l'équipe de l'après-midi se mettait en grève, puis le lendemain, celle du matin.

USINE PORCHER à Revin

50 ouvriers travaillant aux fours de l'usine Porcher (fabrication d'appareils sanitaires) sont en grève illimitée pour l'augmentation des salaires. La direction a lock-outé 350 travailleurs.

S.A.F.T. à Poitiers

Les ouvriers de l'usine S.A.F.T. (Société des Accumulateurs Fixes à Tractions) qui fabrique la pile Leclanché sont en grève illimitée depuis le lundi 11 septembre. La C.F.D.T. demande dans un premier temps le versement du 13e mois, l'augmentation des salaires et l'intégration au salaire des primes de poste dont bénéficient environ 40 pour cent des 1 100 travailleurs de l'usine.

Renault (Billancourt) :

CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE FAIRE LES FRAIS

La direction de la Régie Nationale des Usines Renault à Billancourt pour remédier à certaines des difficultés qu'elle rencontre sur les marchés d'exportations pour ses modèles de petites cylindrées tels que la R. 6 a décidé un plan chômage.

Sous le prétexte de « réorganisation » en fonction du marché, la direction de la R.N.U.R. vient de mettre en chômage vendredi 15 septembre 19.000 ouvriers des ateliers de montage des moteurs et le samedi 16 septembre les ouvriers travaillant en équipe.

De plus ce plan de chômage se poursuivra les samedi 23 et 30 septembre touchant des milliers d'ouvriers.

Les incapacités de la direction en matière d'organisation du travail sont criantes, alors qu'elle a plus de facilités à faire un plan de chômage pour jeter à la rue des milliers d'ouvriers et les priver d'une partie importante de leur salaire.

C'est ainsi que les « belles » paroles de MESSMER se vérifient dans les actes lorsqu'il déclare : « La France est un pays prospère ».

Mais oui ! prospère pour les exploiteurs dont les profits ne cessent d'augmenter, alors que ce sont les travailleurs qui créent les richesses du pays.

Ces journées de chômage dit la R.N.U.R. seront indemnisées à 54 % avec le fonds de régularisation des ressources. Mais ce fonds n'est rien d'autre que l'argent des travailleurs et 54 % cela ne fait pas le compte. C'est l'indemnisation totale que les travailleurs exigent puisque les responsabilités incombent aux incapacités de la direction.

La section syndicale C.F.D.T. Billancourt dénonce avec justesse : « la mauvaise gestion de la direction de la Régie Renault qui a pour conséquence directe de faire chômer le personnel de Billancourt » et réclame « le paiement intégral des journées chômées et le retour rapide aux 40 heures ainsi que la retraite dès 60 ans... »

D'autre part, alors qu'à Flins l'embauche se poursuit, une circulaire distribuée aux chefs d'ateliers de la R.N.U.R. à Billancourt en juillet dernier parlait de la nécessité de « 1600 départs naturels » dans les prochains mois.

OUI, plus que jamais, c'est dans l'Unité à la Base et dans l'Action que les travailleurs arracheront par la lutte les 40 heures tout de suite sans diminution de salaire, la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, etc.

Charleville :

Assez de bavardages !

Depuis plusieurs mois, la direction des Forges et Estampages de la Vence faisait résolument la sourde oreille aux exigences d'augmentation de salaires des ouvriers. Des séries de grèves tournantes n'avaient pas réussi à la faire plier.

A l'occasion d'une nouvelle rencontre entre la direction et les délégués, les ouvriers des Forges ont estimé unanimement que pour les bavardages ça suffisait comme ça. Ils ont investi le bureau où se tenait la réunion en avertissant directeurs et délégués qu'ils ne les laisseraient sortir qu'après la signature d'un accord satisfaisant.

Ce qui prouve, pour le moins, qu'ils n'avaient qu'une maigre confiance dans la façon dont ils étaient représentés et défendus au cours de ces interminables et vaines négociations.

Tout l'après-midi, les dirigeants de l'Union Départementale C.G.T. ont tenté de « raisonner les ouvriers afin qu'ils permettent aux négociations de se dérouler dans des conditions plus normales... » mais sans réussir à démobiliser ni à diviser les grévistes unanimes.

Et à 21 heures, c'était la victoire : la direction acceptait de lâcher l'augmentation uniforme de 50 centimes pour tous qu'elle avait obstinément refusée. Et c'est ainsi qu'un après-midi d'action l'a emporté là où des mois de négociations n'avaient rien obtenu !

Nouvelle réglementation scélérate pour les travailleurs immigrés

Entreprendre les démarches pour régulariser sa situation, obtenir un titre de séjour ou une carte de travail, n'a jamais été une partie de plaisir, quand on est immigré ! Mais, ces derniers temps, brimades et insultes se déchaînaient dans une proportion rarement atteinte. Parqués dans des box, soumis à des contrôles brutaux et humiliants, il fallait supporter les attentes interminables, les injures racistes, les bombes à désodoriser balancées en pleine figure. Et partout vous entendez le refrain suivant : « Attention ! Fini le bon temps ! (?!) l'immigration, ça va changer ! »

Et on a vu ! une nouvelle réglementation (1) scélérate vient d'être annoncée, organisant à grande échelle la « planification » et la répression des travailleurs immigrés.

Et cela au moment même où la grande presse et la radio viennent d'orchestrer une gigantesque et odieuse campagne d'incitation à la haine et au racisme, à propos des événements de Munich.

En voici les principales dispositions :

— désormais tout employeur doit avoir déposé une offre d'emploi à l'Agence Nationale pour l'emploi, 3 semaines au moins avant l'embauche d'un travailleur immigré. C'est-à-dire difficultés accrues pour les immigrés en quête de travail ;

— obligation faite à l'employeur d'embaucher les travailleurs immigrés pour un contrat minimum d'un an, et de s'assurer qu'il occupe un logement décent. Faute de quoi... l'employeur n'est pas inquiété mais le contrat est rompu et le travailleur immigré se retrouve à la rue, en attendant d'être expulsé !

Il s'agit là d'une grossière manœuvre, car où sont-ils les logements décents à des prix abordables pour les travailleurs français comme pour les travailleurs immigrés ? on va donc voir se développer le commerce de gangsters qui loueront — à prix d'or — un appartement au travailleur immigré, le temps d'un contrôle, et le jetteront sur le pavé ensuite. Ou bien les baraquements que le patron installera sur ses chantiers et qui lui permettront d'avoir l'œil en permanence sur les activités des ouvriers.

Enfin, et ce n'est pas le moins important ni le moins révélateur — désormais toutes les démarches, fiches, dossiers, concernant les travailleurs immigrés seront centralisées à la préfecture de police pour Paris, dans les commissariats de police en Province.

Cette dernière disposition traduit de façon éclatante l'inquiétude et la peur de la bourgeoisie devant la combativité des travailleurs immigrés. Ils ont mené victorieusement de grandes luttes au cours de l'année écoulée. Les grandes grèves de Penarroya et Girosteel ont été dirigées uniquement par les travailleurs immigrés et ils ont été partout présents aux côtés des ouvriers français en lutte.

Voilà une unité dans le combat de classe qui ne fait pas l'affaire des exploiteurs ! ils cherchent donc à semer le poison de la division et du racisme et s'efforcent d'intimider les travailleurs immigrés.

Les monopoles entendent se donner ainsi, en outre, le moyen d'avoir la maîtrise des travailleurs immigrés, au gré de leurs besoins économiques et politiques. Quand ils voudront resserrer l'immigration, ils feront appliquer la réglementation, mettant ainsi à genoux les petites entreprises qui ne vivent que de cette surexploitation féroce. Quand au contraire, ils voudront peser sur les salaires, ils fermeront les yeux.

Ils espèrent ainsi améliorer leur outil économique et rassurer leur peur politique.

Ouvriers français et immigrés doivent déjouer ce piège qui leur est tendu pour mieux les exploiter.

Travailleurs immigrés et ouvriers français constituent ensemble la classe ouvrière de France. C'est ensemble qu'ils peuvent porter des coups à leur ennemi commun en refusant, notamment, tout licenciement, qu'il touche un ouvrier français ou immigré. Ensemble qu'ils en finiront pour de bon avec le système capitaliste qui ne vit que de leur exploitation.

(1) *Applicables à tous les travailleurs immigrés à l'exception des nationaux algériens.*

PETITE BIBLIOTHÈQUE N° 2 DU MILITANT MARXISTE-LENINISTE

MAO TSE-TOUNG :
« Œuvres choisies », Tome II, 512 pages.
« Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ? »
« La lutte dans les monts Tsingkank ».
« L'élimination des conceptions erronées dans le Parti ».
« Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine ».

LENINE :
« Sur le Parti révolutionnaire du prolétariat de type nouveau ».
« Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique » (juillet 1905) ou (après épuisement) : « Des principes du léninisme », de Staline.

ENVER HOXHA :
« Rapport d'activité du Comité central du Parti du Travail d'Albanie », présenté au 5e Congrès du P.T.A. (1967).
« C'est dans l'unité complète Parti-peuple-pouvoir que réside notre force » (1970).
« Vingt-cinq années de luttes et de victoires sur la voie du socialisme » (1970).

EDITIONS NAIM-FRASHERI (Tirana) :
« Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme », Tome II, 1964.

HO CHI MINH :
« Contre l'agression U.S. pour le salut national » (1967).

Général VO NGUYEN GIAP :
« La guerre de libération nationale au Vietnam » (1971).

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES DE HANOI :
« Les peuples indochinois vaincront » (1970).

Cinq brochures éditées par les Editions Naim-Frashéri - Tirana présentant chacune un important article du journal « Zeri i Populit ».

PRIX : 12 FRANCS (frais d'envoi compris)

Un budget de vie chère

« C'est un budget sérieux » : *c'est en ces termes que Giscard d'Estaing a présenté le budget pour 1973. Ce qui signifie un budget répondant à l'intérêt des monopoles.*

La caractéristique essentielle de ce budget c'est qu'il prévoit l'augmentation des recettes. Principalement grâce à l'augmentation du coût de la vie. Officiellement Giscard d'Estaing prévoit une augmentation des prix de l'ordre de 5,6 %, ce qui signifie qu'en réalité la hausse des prix sera encore plus forte. Ceci montre que la hausse des prix est voulue par les monopoles et met à nu les propos mensongers selon lesquels le gouvernement s'efforce de la freiner.

Les taxes sur les produits de consommation courante qui frappent les travailleurs seront au moins pour 1973 de 260.000 A.F. par habitant contre 240.000 cette année.

Dans le même ordre d'idées, Giscard d'Estaing a annoncé l'augmentation de la vignette et de l'essence.

Enfin il est sûr que les tarifs publics (S.N.C.F., R.A.T.P., E.D.F.-G.D.F.) augmenteront.

En ce qui concerne les impôts sur le revenu, ils seront eux aussi en hausse.

Au total le budget 1973 prévoit plus de 200 milliards de francs d'impôts et taxes en plus que celui de 72.

Qui en profitera ?

Aux P.T.T. il y aura 2 fois moins d'emplois nouveaux qu'en 72.

A l'Education Nationale 26.363 emplois nouveaux contre 27.993 en 72.

Par contre le budget de l'armée augmente dans des proportions importantes.

Le reste sera versé directement aux trusts (rien que ceux de l'électronique ont reçu, en 72, 300 millions de francs.)

En un mot le budget 1973 applique le principe : prendre aux masses populaires pour donner aux monopoles.

Les « contrats à durée déterminée »

Une nouvelle arme anti-ouvrière

Parmi l'arsenal dont ils disposent pour s'engraisser sur le dos de la classe ouvrière, il est une arme que le patronat et l'Etat patron utilisent de plus en plus fréquemment : le contrat de travail à durée déterminée.

De quoi s'agit-il ? Tout simplement de priver toujours plus de travailleurs des quelques avantages que la classe ouvrière a pu arracher tout au long de son histoire.

Il ne leur suffit plus, désormais, de pouvoir mettre à la porte n'importe quel travailleur, sans même avoir à avancer l'ombre d'un motif. Le sacro-saint principe capitaliste de la libre entreprise fait en effet du patron le seul maître et le seul juge de l'organisation de son usine.

La lutte de la classe ouvrière lui a toutefois imposé le respect de certaines règles, quand il prend l'initiative de jeter le travailleur sur le pavé.

Les plus importantes sont :

— L'obligation d'un préavis (temps minimum qui doit s'écouler entre l'annonce du licenciement et le moment où il devient effectif) ;

— Le versement d'une indemnité de licenciement, dont le montant est proportionnel à l'ancienneté du travailleur dans l'entreprise.

C'est à ces obligations qu'ils tentent désormais d'échapper. Le chômeur qui recherche du travail se voit désormais proposer de plus en plus souvent un contrat de travail à durée déterminée, qui peut être de deux, trois, six mois ou plus. Cette période écoulée, le patron peut purement et simplement le mettre à la porte du jour au lendemain sans rien lui devoir, ni préavis ni indemnité de licenciement. Mais il peut aussi reconduire le contrat pour la même période et cela indéfiniment, jusqu'à ce qu'au terme d'une de ces périodes, il décide que le contrat est expiré. Le travailleur peut alors prendre directement la porte : il ne s'agit pas d'un licenciement et le patron ne lui doit rien !

Quel moyen commode de se débarrasser à bon compte des travailleurs devenus excédentaires ou de ceux dont l'activité syndicale et politique devient gênante !

Si commode vraiment, qu'on voit se multiplier à toute allure le recours aux contrats de travail à durée déterminée. Ils sont légions dans le secteur public, les grands magasins, etc. On tente de les imposer à des travailleurs embauchés avec un contrat de travail à durée indéterminée, comme c'est le cas à l'INSEE notamment.

Les travailleurs du Mammouth de Clermont-Ferrand ont engagé la lutte contre ces contrats scélérats :

« Notre camarade Jarleton a été embauché avec un contrat à durée déterminée de trois mois. Il s'est vu signifié que son contrat ne serait pas renouvelé. La vérité, c'est que, comme l'ont dit ses camarades :

« Il est mis à la porte. »

» Les contrats à durée déterminée sont voulus par les patrons, comme le chômage.

» Ils s'en servent pour obtenir de nous une rentabilité maximum. Au gré de leurs besoins, selon l'activité du magasin, ils puisent dans l'armée de réserve des chômeurs et y rejettent les travailleurs jugés en « surnombre » après les avoir exploités.

» Pas question de les garder quand il y a une baisse dans l'activité du magasin. Pourtant, nous aurions bien besoin d'être plus nombreux pour avoir des conditions de travail moins pénibles, pour l'aménagement des horaires, pour la réduction du temps de travail, le retour immédiat aux quarante heures pour tous, sans diminution de salaire.

» Le patron essaie de nous diviser avec les contrats à durée déterminée, il essaie d'empêcher que nous nous organisions en masse pour la lutte, pour la satisfaction de nos revendications. Ceux qui sont sous contrats à durée déterminée, il essaie de tout faire pour qu'ils n'aient qu'à la boucler.

» Ils ont d'une manière générale les conditions de travail les plus difficiles, il est beaucoup plus difficile pour eux de refuser les heures supplémentaires, les changements d'horaires annoncés à la dernière minute... »

De toute la France, les exemples nous montrent que seule la lutte paie.

AGISSONS TOUS UNIS ET ORGANISES :

— POUR EMPECHER LES LICENCIEMENTS !

— POUR LA SUPPRESSION DES CONTRATS A DUREE DETERMINEE !

— POUR LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS !

Séguy à la Mutualité :

LES PAROLES ET LES ACTES

Du traditionnel discours de rentrée de Séguy, plusieurs choses sont à retenir.

Le ton d'abord ; apparemment « dur », offensif, inhabituel depuis longtemps : « *l'action est à l'ordre du jour...* » Il faut désormais l'impulser « *dans toutes les professions, sous toutes les formes, afin d'imposer aux employeurs, à tous les niveaux, le maximum de concession...* »

Voilà un discours énergique qui ne peut que résonner agréablement aux oreilles de tous ceux que la loi impitoyable du profit écrase un peu plus chaque jour. Car c'est bien vrai que le fameux « plan social », mijoté par Faure, n'est qu'un rideau de fumée, destiné à tenter de camoufler la hausse continue des prix, l'accélération des cadences, les salaires qui se traînent et le chômage en pleine expansion.

Un discours, donc que — sur ce plan du moins — on ne pourrait qu'applaudir si l'expérience ne nous avait enseigné à juger les mots en fonction des actes.

Regardons-y donc d'un peu plus près.

« PIETRE SYNDICALISTE... »

Des mots, en voici d'autres :

Après avoir décrit la dure exploitation dont sont victimes les jeunes employées, les jeunes vendeuses de magasin, « *toute la journée debout sans connaître une minute de répit, dans le bruit et la cohue, passant à la caisse en fin de mois pour 850 ou 900 F...* », Séguy s'écrit :

« *Piètre syndicaliste serait le militant qui pourrait rester insensible à une telle surexploitation ou qui suspecterait de déviation gauchiste les explosions de colère qu'elle engendre inévitablement !...* »

Halte-là ! N'est-ce pas le même Séguy qui, il y a moins de trois mois, dénonçait, en pleine grève, la lutte courageuse des employées des Nouvelles Galeries de Thionville, les incitant à reprendre le collier sans avoir rien obtenu ?

C'est, en tout cas, « La Vie Ouvrière », organe officiel de la Confédération qui « soutenait » ainsi leur grève :

« *Résultat de ce chaos : la création d'un syndicat C.F.T. majoritaire aux Nouvelles Galeries de Thionville. Il n'est pas permis de jouer ainsi avec le mécontentement et la combativité des travailleuses qui ont besoin d'une aide sérieuse des syndicats et non de servir de champ d'expérience pour des énervés !* »

Des mots ? en voici encore :

« *Il faut favoriser la recrudescence de la lutte syndicale sous toutes les formes, y compris des arrêts de travail et des grèves de longue durée, qu'il appartiendra aux centrales de soutenir et d'entourer de la solidarité de tous les travailleurs...* »

Mais comment ont éprouvé ce « soutien », qu'ont pensé de cette « solidarité », les grévistes de Girosteel, Penarroya, Paris-Nantes, Peugeot-Mulhouse ? et ceux du Joint Français, de la SEB, de la SCPC ?

Et tous ceux qui ont lutté durement contre l'exploitation pendant ce premier semestre écoulé, en trouvant sur leur chemin l'inertie ou l'hostilité violente de certains qui entendaient leur imposer la ligne de collaboration de classe défendue par la Confédération ?

« FAUTE DE POUVOIR NEGOCIER... »

Ce qu'ils en pensaient, ils l'ont dit haut et clair et crûment. Dans les rangs mêmes des syndiqués CGT, des voix nombreuses se sont élevées pour leur donner raison. Et c'est cette vague de gêne ou de colère qui explique que Séguy ait changé de ton. Mais de ton seulement, car l'objectif demeure inchangé :

« *Faute de pouvoir négocier sur ces objectifs revendicatifs essentiels, il nous reste à organiser l'action...* »

Comme si toute victoire revendicative n'était pas imposée dans la lutte ! Comme si l' « *intransigeance patronale et gouvernementale* » pouvait ne pas « *persister* » sans la lutte incessante de la classe ouvrière !

LA DEMOCRATIE SYNDICALE QU'EST-CE QUE C'EST ?

Mais la lutte, Séguy, membre du Bureau Politique du P. « C. » F., entend la domestiquer au service d'une toute autre cause : Le fameux « programme en commun de la Gauche » et sa perspective :

« *Entre le capitalisme et le socialisme il y a maintenant la transition (sic !) clairement définie par le programme de la Gauche. C'est une réalité par rapport à laquelle le mouvement syndical doit clairement se déterminer.* »

Et c'est ici que Séguy place une énormité en ajoutant :

« *Pour la C.G.T., c'est déjà fait !... nos militants, nos organisations, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour promouvoir, sur la base du programme commun, le rassemblement de toutes les forces syndicales et ouvrières.* »

Comment ! Alors que la signature de ce programme est intervenue au début de la dispersion des vacances, qui viennent à peine de s'achever, Séguy ose affirmer que « *pour la C.G.T., c'est déjà fait* » !

Rappellons lui ce qu'affirme une vieille brochure de la C.G.T. : « *Qu'est-ce que la démocratie syndicale ?* »

« *Appliqué au mouvement syndical, le mot démocratie signifie : administration et direction des organisations syndicales PAR LES SYNDIQUES.* »

C'est en vertu de ce principe, qu'à plusieurs reprises au cours de son histoire, la C.G.T. — tout en rejettant énergiquement l'étiquette apolitique que la bourgeoisie voulait lui imposer — a fermement refusé de prendre position sur une question politique qui divisait la classe ouvrière. Des positions politiques, elle en prenait APRES qu'une discussion profondément démocratique ait dégagé, parmi ses adhérents, une très large majorité en leur faveur.

La « démocratie syndicale », le bureau confédéral de la C.G.T. en cause toujours comme l'a fait Séguy l'an passé devant l'assemblée des métallos réunis à Grenoble. Mais, il y a belle lurette qu'ils l'ont vidée de son sens comme en témoigne, pour prendre un exemple récent, leurs appels enflammés à voter non au dernier référendum sur le Marché commun. Là encore, il s'agissait d'imposer aux syndiqués C.G.T. la position servant les intérêts électoraux du P. « C. » F. La large fraction des travailleurs qui, en s'abstenant, refusaient la mascarade électorale, devait, leur infliger, sur ce point, un éclatant démenti.

LE PROGRAMME COMMUN ? DISCUTONS-EN !

C'est la même manœuvre qui recommence avec le programme commun de la Gauche. Sa discussion A LA BASE, la direction confédérale se garde bien de l'impulser, par mépris et par peur des masses prolétariennes. C'est donc aux marxistes-léninistes, qui doivent se montrer les meilleurs dans le combat de classe contre les exploiteurs, qu'il revient de l'imposer et de la diriger. A eux de se saisir des réunions de sections syndicales, des assemblées générales du personnel, pour en faire des tribunes de discussion sur la voie qui permettra d'en finir pour de bon avec le régime honteux de *l'exploitation de l'homme par l'homme.*

A eux de poser les questions que le programme commun laisse soigneusement dans l'ombre, d'expliquer aux travailleurs, qu'il pourrait tromper, qu'on veut les entraîner dans une impasse, que jamais les capitalistes ne se soumettront démocratiquement aux verdicts des urnes ; que la seule voie pour se débarrasser définitivement d'eux est celle de la lutte résolue, classe contre classe, celle de la Révolution Prolétarienne, par laquelle la nécessaire violence de la classe ouvrière répond et triomphe de celle de la bourgeoisie.

MAIN BASSE SUR LE 13e

Depuis le 26 mai dernier, sept familles de travailleurs — dont plusieurs immigrés — occupaient les appartements vides du 33 de la rue de la Butte-aux-Cailles. Cette action était organisée avec le plein soutien des autres habitants de l'immeuble et de très nombreux travailleurs du quartier.

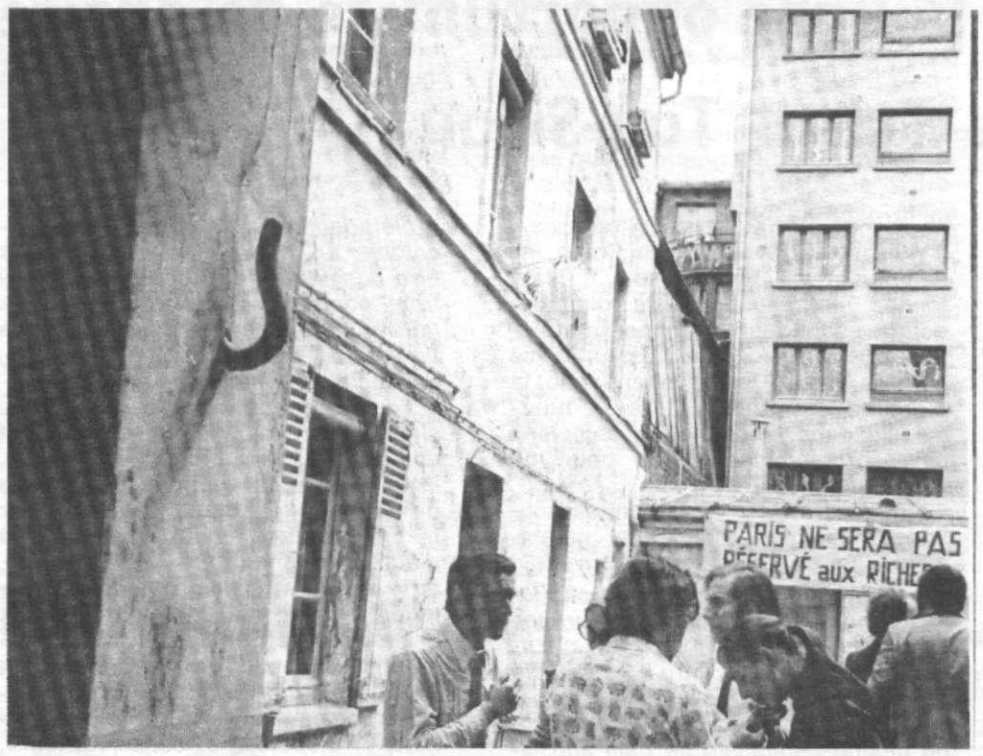
Les occupants ne voulaient pas la lune ; ils ne demandaient pas à être logés gratuitement. Ils entendaient simplement être logés décemment, à des prix abordables. Ce droit le plus élémentaire leur était refusé depuis des années, les contraignant à s'entasser dans des taudis insalubres.

Mais voilà, le 33 de la rue de la Butte-aux-Cailles était convoité par une de ces sociétés de rapaces qui se sont abattus sur le 13e arrondissement, pour le « rénover ». C'est-à-dire pour en expulser les travailleurs et s'emplir les poches d'énormes profits en y construisant des appartements de « standing ».

C'est ainsi que dans ce quartier — qui était, du temps d'André Marty, l'un des plus prolétariens de la capitale — on ne trouve plus à se loger pour moins de 800 F le studio, 1 000 F le deux pièces. A une époque où patronat et gouvernement s'exclament en chœur que pas de salaire à moins de 1 200 F — ou même de 1 000 F — est une exigence tout à fait déraisonnable !

Et la justice bourgeoise est intervenue dans l'affaire, pour donner raison aux exploiteurs, en ordonnant l'expulsion des occupants, au mois de juin dernier.

Tout le quartier s'est emparé de l'affaire en prenant fait et cause pour les occupants du 33. C'est donc un matin du mois d'août, à 7 h 30, que les flics sont venus accomplir leur sale besogne. 400 à 500 flics, armés et casqués, ont investi le quartier pour chasser sept familles, dont une jeune mère de quatre enfants, dont le dernier était âgé de deux mois !



Occupation au 33, rue de la Butte-aux-Cailles

La société immobilière avait aussi contraint, par la menace, les travailleurs qu'elle exploite sur ses chantiers à travailler ce samedi, pour démolir immédiatement les murs des appartements vidés, crever les sols et les plafonds, briser les vitres.

Mais tout ce déploiement de force ne masque qu'une défaite. La politesse des femmes-flics promues à l'emballage des paquets, le fait que le déménagement ait été payé « gracieusement » par la société immobilière, le relogement des expulsés dans des appartements proches de Paris, à des prix abordables — sauf pour les travailleurs immigrés, toutefois — montrent assez qu'en fait ces quelques familles faisaient peur au pouvoir en exigeant leur droit, et en s'organisant avec la solidarité des autres travailleurs du quartier, pour l'imposer.

Et cette solidarité ne fait que se renforcer puisque les travailleurs immigrés expulsés ont été accueillis chez les travailleurs français relogés.

L'expulsion du 33 rue de la Butte-aux-Cailles ne représente donc pas, loin de là, une victoire pour la bourgeoisie.

Grande leçon de 51 années de lutte du Parti Communiste Chinois

APPLIQUER LE MARXISME-LÉNINISME ET NON LE RÉVISIONNISME

Voici 51 ans, dans une Chine dépecée par les colonialistes, ravagée par les seigneurs de guerre, naissait le Parti Communiste Chinois, fondé par une poignée de Chinois patriotes. La Grande Révolution d'Octobre, dirigée par Lénine, venait d'éclairer le monde et de rallier au socialisme dans les pays opprimés les hommes les plus avancés. Guidé par les idées révolutionnaires du marxisme-léninisme, ce petit noyau n'allait pas tarder à devenir le parti du prolétariat et des larges masses chinoises. C'est sous sa direction que le grand peuple chinois a remporté des succès à toutes les étapes de la révolution. Quel meilleur exemple pour illustrer que « *ce qui est important c'est ce qui naît et se développe* ».

Pour les marxistes-léninistes de France, pour le peuple de notre pays, l'histoire du Parti Communiste Chinois est plein d'enseignement et constitue un grand encouragement. Car la route de la Révolution n'a jamais été facile, les obstacles sont innombrables et l'horizon semble parfois disparaître. Mais en fin de compte, la révolution est inéluctable. Il a fallu moins de trente années au Parti Communiste Chinois pour conduire des centaines de millions de paysans pauvres et d'ouvriers à la victoire. C'est là le résultat avant tout d'une juste ligne politique : chaque fois que le Parti Communiste Chinois a appliqué la juste ligne du président Mao Tsé toung, chaque fois il a remporté des succès. Cette juste ligne révolutionnaire n'est pas tombée du ciel, elle n'est pas née ni ne s'est développée paisiblement. Son triomphe au sein même du parti n'a jamais été sans luttes ni échecs momentanés. Le Parti communiste est le parti révolutionnaire du prolétariat, l'organisation suprême du prolétariat dans sa lutte de classe contre les exploiteurs, mais il n'est pas lui-même à l'abri de la lutte de classe : la lutte de classe dans la société, la lutte irréductible entre le prolétariat et la bourgeoisie se reflète nécessairement au sein du parti sous la forme de la lutte de ligne et de la lutte entre les deux conceptions du monde contradictoires. Cette lutte prend nécessairement à un moment donné un caractère aigu.

C'est ainsi qu'au cours de son histoire le Parti Communiste Chinois a connu dix grandes crises. Au cours de ces dix grandes luttes de ligne, chaque fois le Parti Communiste Chinois s'est renforcé. La lutte de classe et la victoire de la ligne révolutionnaire du président Mao ont profondément élevé le niveau idéologique des communistes et du peuple chinois, approfondi la compréhension de la lutte entre les deux lignes. Au cours de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, le président Mao a souligné :

« *La ligne idéologique et politique est déterminante en tout.* »

L'histoire des 51 années d'existence du Parti Communiste Chinois est celle de la lutte entre la ligne révolutionnaire du président Mao et les lignes opportunistes de droite et de gauche.

La méthode suivie, sous la direction du président Mao, dans la lutte contre les lignes erronées est très instructive et révélatrice des conceptions idéologiques du prolétariat révolutionnaire.

Elle s'appuie d'abord et avant tout sur le principe d'*APPLIQUER LE MARXISME-LENINISME ET NON LE REVISIONNISME,* et sur les principes idéologiques fondamentaux :

— TRAVAILLER A L'UNITE ET NON A LA SCISSION ;

— AGIR AVEC FRANCHISE ET DROITURE, NE PAS FAIRE DE COMPLOT NI D'INTRIGUES.

Les chefs de files des lignes opportunistes ont procédé à l'encontre de ces principes. Pratiquant le révisionnisme en prétendant appliquer le marxisme-léninisme, ils ont, dans leur lutte contre la ligne juste, travaillé à la scission et agi sans franchise ni droiture.

Pour que le Parti marxiste-léniniste se renforce dans ces luttes, il faut que ses membres renforcent leur niveau théorique et leur niveau de conscience quant à la lutte entre deux classes et à la lutte entre les deux lignes, afin d'être à même de distinguer face à une situation nouvelle, avec ses caractéristiques propres, le vrai marxisme-léninisme du faux.

« La route de la révolution, comme toute activité dans le monde, suit une voie toujours tortueuse et jamais rectiligne ».

A toutes les périodes fondamentales du Parti Communiste Chinois, la réponse à la question — quelle voie choisir, quelle ligne suivre — a été déterminante.

Le président Mao organise, à Yenan, la VIIIe Armée de route, qu'il conduira à la victoire.

La lutte contre la ligne opportuniste de droite de Tchen Tou-Sieou

La première grande lutte de ligne au sein du Parti Communiste Chinois opposa la ligne marxiste-léniniste de Mao Tsé toung à la ligne opportuniste de droite de Tchen Tou-sieou. Cela se passait au cours de la première guerre civile révolutionnaire. La première guerre civile révolutionnaire était une lutte anti-impérialiste et anti-féodale menée conjointement par le Parti Communiste Chinois et le Kuomintang. Alors que la révolution progressait avec succès, appuyée par les larges masses d'ouvriers et de paysans, les deux cliques réactionnaires au sein du Kuomintang, dirigées l'une par Tchang Kaï-chek l'autre par Wang Tsing-wei, firent, avec l'aide des impérialistes, deux coups d'Etat contre-révolutionnaires, l'un en avril l'autre en juillet 1927. La contre-révolution remporta des succès à cause de la ligne capitulationniste de Tchen Tou-sieou. Celui-ci était le secrétaire général du Parti Communiste Chinois. Mais il ne pratiquait pas le marxisme-léninisme. C'était un démocrate bourgeois. Il n'avait aucune connaissance de la théorie et de la pratique de la révolution chinoise. Il faut examiner son point de vue sur la révolution chinoise. Il niait le changement intervenu dans la révolution chinoise et dans la révolution mondiale après Octobre 1917. Il niait qu'une ère nouvelle était ouverte, celle de la révolution prolétarienne mondiale. Il s'en tenait obstinément aux points de vue de la révolution bourgeoise en Europe et en France aux XVIIIe et XIXe siècles : « puisque la révolution en Chine est démocratique bourgeoise, il faut fonder une république à dictature bourgeoise, il faut en donner la direction à la bourgeoisie ». Aussi n'est-ce pas un hasard s'il a abandonné la direction du prolétariat à la bourgeoisie dans la révolution chinoise : cela correspondait à son point de vue fondamental.

Par contre, Mao Tsé toung a souligné à maintes reprises et notamment dans *la Démocratie Nouvelle :*

« A l'époque où le front du capitalisme mondial s'est effondré sur une partie du globe (soit 1/6 de la surface terrestre) et où il a révélé pleinement sa décadence partout ailleurs, à l'époque où ce qui reste du monde capitaliste ne peut subsister sans dépendre davantage des colonies et des semi-colonies, à l'époque où un Etat socialiste a été créé et a proclamé sa volonté de soutenir le mouvement de libération des pays coloniaux et semi-coloniaux, à une telle époque, toute révolution qui, dans une colonie ou une semi-colonie, est dirigée contre l'impérialisme, c'est-à-dire contre la bourgeoisie internationale ou le capitalisme international, ne relève plus désormais de la vieille catégorie, celle de la révolution démocratique bourgeoise mondiale, mais de la nouvelle catégorie ; elle ne fait plus partie de l'ancienne révolution mondiale bourgeoise ou capitaliste, mais de la nouvelle révolution mondiale, la révolution mondiale socialiste prolétarienne. Cette colonie ou semi-colonie en révolution ne peut plus être considérée comme une alliée du front contre-révolutionnaire du capitalisme mondial ; elle est devenue une alliée du front révolutionnaire, du socialisme mondial. »

Tout au contraire, pour Tchen Tousieou, la révolution en Chine était une révolution bourgeoise ancienne. Pour lui, la révolution devait être dirigée par la bourgeoisie, non par le prolétariat. Pour lui, le prolétariat n'était pas une force indépendante, et il ne pouvait donc diriger la révolution. Par là, il oubliait que depuis le mouvement du 4 mai 1919, le prolétariat occupait le devant de la scène politique chinoise. Tchen Tousieou calomniait encore la paysannerie « dispersée et conservatrice », affirmant qu'elle ne rejoindrait pas la révolution. Par contre, il faisait de grands éloges de la bourgeoisie chinoise, plus concentrée que la paysannerie, plus puissante que la classe ouvrière.

SUR LE FRONT UNI...

Lors du IIIe congrès du Parti Communiste Chinois en 1923, deux ans après sa fondation, se pose le problème du Front uni. Tchen Tousieou prêche le capitulationnisme : « tout le travail doit revenir au Kuomintang ». Il préconise de soumettre le Parti Communiste Chinois au Kuomintang, il s'oppose à l'indépendance du Parti et du prolétariat. Le congrès décida la collaboration avec le Kuomintang et le maintien de l'indépendance du Parti sur le plan politique et organisationnel.

De 1924 à 1926, ralliant la large adhésion des masses, la révolution chinoise prit un grand essor : le Parti communiste appliquait la juste ligne marxiste-léniniste du président Mao. Ce développement rapide inquiéta terriblement la bourgeoisie. Elle tenta de s'emparer du pouvoir dans la direction de la révolution. Ce qui se traduisit par une lutte très aigue pour la direction du Front uni.

En mars 1926, le président Mao, procédant en marxiste-léniniste, publie après une enquête approfondie l'*Analyse des classes de la société chinoise*, ouvrage fondamental dans lequel il fait une analyse des différentes classes et de leur position respective dans la société chinoise. Et il conclut : le prolétariat industriel est la force dirigeante de la révolution chinoise ; le semi-prolétariat et la petite bourgeoisie sont ses alliés les plus proches. Les seigneurs de guerre, les capitalistes bureaucratiques (monopolistes) et compradores (au service de l'impérialisme étranger) et les intellectuels à leur service sont les ennemis de la révolution. La bourgeoisie nationale est une classe hésitante ; son aile gauche peut être favorable à la révolution ; son aile droite peut devenir l'ennemie de la révolution. A partir de cette analyse, le président Mao résolut les problèmes fondamentaux de la révolution en Chine :

— son caractère,
— sa cible,
— ses forces dirigeantes,
— ses alliés.

Il a stigmatisé en s'appuyant sur cette étude claire et approfondie le capitulationnisme de Tchen Tousieou. Mais Tchen Tou-sieou a persévéré dans sa ligne opportuniste de droite. Il a persisté dans son attitude de capitulation devant le Kuomintang et Tchang Kaï-chek. Par exemple le 20 mars 1926, lors de l'événement du croiseur Tchang Tchang :

Pour contraindre les membres du Parti Communiste Chinois de se retirer de l'Ecole militaire Wampoa ainsi que de l'armée civile révolutionnaire nationale, Tchang Kaï-chek organisa une provocation.

Le président Mao déclara pour sa part : « il faut dénoncer et combattre ce complot ». Tout au contraire, Tchen Tou-sieou, lui, prend une attitude de capitulation et il ajoute que si cet événement est arrivé c'est parce que les membres du Parti Communiste Chinois accaparent trop de postes de responsabilités. Non seulement il protégeait Tchang Kaïchek mais encore il l'encourageait. C'est ainsi qu'en mai 1926, il permit à Tchang Kaï-chek d'éliminer les communistes des postes de direction et accepta au nom du Parti Communiste Chinois de lui donner la présidence du Kuomintang. Cela montre à quel point comment le capitulationnisme encourage et renforce l'arrogance et les prétentions des réactionnaires. Tchang Kaï-chek profita de son pouvoir pour préparer son coup d'Etat contre-révolutionnaire.

SUR LE MOUVEMENT PAYSAN...

Conséquent avec sa conception bourgeoise du monde, Tchen Tousieou s'opposait au mouvement révolutionnaire des innombrables masses paysannes. Pour contrecarrer ses vues dangereuses, le président Mao recourut une fois de plus à la méthode marxiste-léniniste. Il procéda à des enquêtes et à des recherches approfondies dans la province du Hounan. Concluant son *Rapport d'enquête sur le mouvement paysan dans le Hounan,* le président Mao appela tout le Parti à soutenir le mouvement révolutionnaire des paysans, à ne pas se placer du côté de la contre-révolution. Il énumère avec clarté les trois attitudes possibles face au mouvement paysan, comme face à tout mouvement de masse.

« Ils mettront à l'épreuve tous les partis révolutionnaires, tous les camarades révolutionnaires, qui auront à prendre leur parti. Nous mettre à la tête des paysans et les diriger ? Rester derrière eux en nous contentant de les critiquer avec force gestes autoritaires ? Ou nous dresser devant eux pour les combattre ? Tout Chinois est libre de choisir une de ces trois voies, mais les événements obligent chacun à faire rapidement ce choix. »

SUR LA LUTTE ARMEE...

La ligne politique de Tchen Tousieou aboutit sur le plan de la lutte armée à s'opposer aux forces armées ouvrières et paysannes, aux forces armées du Parti. Pour lui, si un membre du Parti était chef de corps d'armée, il n'était rien d'autre qu'un seigneur de guerre.

Tandis que les impérialistes et les féodaux placent leurs espoirs dans Tchang Kaï-chek pour mettre un terme au mouvement victorieux des ouvriers et des paysans, Tchen Tousieou, le 5 avril 1927, fait l'éloge du Kuomintang et de Tchang Kaï-chek, déclarant qu'il n'a jamais essayé de chasser les communistes, qu'il n'a jamais détruit les syndicats. Le 12 avril 1927, Tchang Kaï-chek organise un massacre contre les membres du Parti Communiste Chinois. Peu de temps après, lors du Ve congrès du Parti Communiste Chinois, fin avril, le président Mao propose une résolution pour sauver la révolution chinoise : « *Développer le mouvement armé des ouvriers et des paysans ; développer la révolution agraire* ». Tchen Tou-sieou empêche la discussion de la résolution, évince le président Mao en lui retirant le droit de vote.

Le 10 juillet 1927, Wan Kie-wouei massacre un grand nombre d'ouvriers et de paysans. Tchen Tousieou, fidèle au Kuomintang, avait fourni plus de 3 000 fusils et des balles à la ligue des enfants du Kuomintang à Wouhan.

Cette première révolution impétueuse échoua. Le Parti Communiste Chinois avait 70 membres en 1921. En 1927, il en avait 57 000, mais la ligne opportuniste de droite de Tchen Tou-sieou amena la perte de nombreux communistes. Après 1927, le Parti Communiste Chinois avait moins de 10 000 membres. Cela montre comment lorsque la ligne révolutionnaire du président Mao a été appliquée, au début et au milieu de la première guerre révolutionnaire, le Parti et la révolution ont connu un grand développement et par contre comment la révolution est allée à l'échec lorsque, pendant le premier semestre de 1927, la ligne opportuniste de Tchen Tou-sieou dominait.

Le 7 août 1927, Tchen Tou-sieou perd ses fonctions de secrétaire général du Parti. Dépité, il organise une alliance anti-parti ; il tombe dans l'opportunisme de gauche anti-léniniste et devient trotskyste : il est exclu en novembre 1929.

Les lignes opportunistes de " gauche " de Kiou Tsieou-Paï et de Li Li-san

Après la défaite de la première révolution, le Parti Communiste Chinois organisa l'insurrection du 1er août à Nantchang. Cela avait une grande signification historique, c'était le premier coup de feu de la révolution chinoise. Cependant la politique fondamentale du Parti Communiste Chinois était erronée, car aucun effort n'était fait pour aller dans les campagnes créer des bases d'appui révolutionnaires tandis que dominait la tendance de tout attendre de l'appui des centres urbains et de l'aide extérieure.

A la suite de la Conférence du 7 août, le président Mao dirigea l'Insurrection de la Moisson d'automne dans le Kiangsi. Avec le premier contingent de l'Armée Rouge des ouvriers et des paysans, il se dirigea vers les monts Tsingkang et créa des bases d'appui grâce aux forces armées des ouvriers et des paysans.

Cependant, après la rupture avec le Kuomintang et après que l'opportunisme de droite de Tchen Tousieou ait été dénoncé, c'est la ligne de « gauche », putschiste, de Kiou Tsieou-Paï et de Li Li-san qui s'imposa. Leur ligne fit rapidement faillite. Le président Mao s'opposa à ces deux lignes sur la question de la situation et du caractère de la révolution chinoise, sur la question de la voie à prendre ainsi que sur les problèmes militaires.

En effet, après la défaite de 1927, la situation de la révolution chinoise, c'était le reflux. Kiou Tsieou-paï le niait et parlait d'un essor ininterrompu, d'une situation révolutionnaire à l'échelle de tout le pays : il niait le caractère inégal du développement de la révolution ainsi que le caractère prolongé et sinueux de sa voie. Aussi caractérisait-il la révolution chinoise comme une révolution permanente à la manière de Trotsky. Ainsi il confondait les deux étapes de la révolution en Chine — démocratique et socialiste — en une seule.

Quant à sa position sur la question du Front uni, c'était : « pas d'unité, que de la lutte ». Il refusait l'alliance avec l'aile gauche de la bourgeoisie nationale et comblait les désirs des impérialistes étrangers. Il préconisait de transformer la bourgeoisie en prolétariat, de tout lui confisquer et de la contraindre à participer à la révolution.

Par rapport à la question agraire, il ne faisait aucune distinction entre les propriétaires fonciers et les paysans riches, et préconisait de s'attaquer aux intérêts des paysans moyens.

Enfin, sur la question de la voie à prendre pour atteindre les objectifs de la révolution, il s'opposait au point de vue du président Mao qui était « *encercler les villes par les campagnes* ». A l'opposé, il soutenait que les révolutionnaires devaient « prendre la ville comme centre ».

Procédant par l'enquête, l'analyse et l'étude et à la lumière de la riche expérience que le Parti Communiste Chinois avait accumulé, le président Mao a précisé dans *Problèmes de la guerre et de la stratégie* (1938) que dans les pays de démocratie bourgeoise :

« ... Tant que la bourgeoisie n'est pas vraiment réduite à l'impuissance, tant que le prolétariat dans sa grande majorité n'est pas résolu à entreprendre l'insurrection armée et la guerre civile, tant que les masses paysannes n'en sont pas venues à aider volontairement le prolétariat, cette insurrection, cette guerre ne doivent pas être déclenchées. Et lorsqu'elles le sont, il faut commencer par occuper les villes et s'attaquer ensuite aux campagnes et non le contraire... Il en va autrement de la Chine... Ici, la tâche essentielle du Parti communiste n'est pas de passer par une longue lutte légale pour aboutir à l'insurrection et à la guerre, ni d'occuper d'abord les villes et ensuite les campagnes, mais de procéder en sens inverse. »

Kiou Tsieou-paï ne tenait aucun compte de la réalité. Il ne raisonnait pas en matérialiste et oubliait la supériorité numérique des ennemis. Sa ligne consistant à déclencher des insurrections dans les villes a entraîné de lourdes pertes pour le Parti.

Par contre, les forces armées dirigées par le président Mao dans les monts Tsinkang remportèrent des succès et le travail du Parti y connut un grand développement.

Dénonçant Mao Tsé toung comme un opportuniste de droite, Kiou Tsieou-paï lui retira ses fonctions de membre suppléant du Bureau politique, de secrétaire du Comité du Front, de secrétaire du Comité de Parti de la région frontière du Kiangsi.

Cependant ces mesures disciplinaires abusives ne tardèrent pas à être annulées, la ligne de Kiou Tsieou-paï ayant fait faillite tandis que la ligne de Mao Tsé toung avait conduit à de grands succès.

Née en novembre 1927, la ligne de « gauche » de Kiou Tsieou-paï était éliminée dans tout le pays en avril 1928. Arrêté en février 1935 par les réactionnaires, il fut jeté en prison, se dénonça et finit honteusement dans la peau d'un traître.

JUIN-SEPTEMBRE 1930 : LA LIGNE PUTSCHISTE DE LI LI-SAN

La ligne de Li Li-san ressemble fort à celle de Kiou Tsieou-paï. Alors que, comme le soulignait le président Mao, la situation de la révolution commençait à se redresser, Li Li-san, lui, estimait que la révolution était toute proche. En conséquence, il préconisait d'entreprendre de grandes actions dans tout le pays. Il niait l'inégalité du développement de la situation suivant les régions, il suffisait de déclencher l'insurrection!

Le raisonnement subjectiviste qui ne part pas de la réalité, qui ne se fonde pas sur une étude sérieuse des conditions objectives et subjectives conduit à l'oportunisme. Li Li-san, impatient et peu enclin au travail minutieux de longue haleine, sombra dans le putschisme. Du point de vue théorique, sa position sur le caractère de la révolution chinoise était identique à celui de Kiou Tsieou-paï, pour lui la révolution socialiste devait être réalisée d'un coup. Quant à la question de la voie à suivre, Li Li-san recommandait la prise immédiate des villes et s'opposait à la guerre de partisans. Et cela alors que justement les villes constituaient les points forts de l'ennemi et les points faibles du Parti. « *A l'assaut, toujours à l'assaut des grandes villes* ». Li Li-san voulait utiliser les forces essentielles que le Parti Communiste Chinois venait de reconstituer pour s'emparer de quelques villes et des provinces avoisinantes. En procédant ainsi, il abandonnait les bases d'appui révolutionnaire.

Rencontrant l'opposition du président Mao qui menait une lutte résolue contre sa ligne, Li Li-san, à la réunion du Parti à Wouhan, monopolisa la garde et tenta d'évincer Mao Tsé toung de l'Armée Rouge. Son complot échoua. Sa ligne qui portait préjudice au Parti fit faillite en septembre 1930.

(à suivre)

en bref... en bref... en bref... en bref...

Espagne : Grève en Galice

Le lundi 11 septembre, les 5 000 ouvriers de l'usine Citroën de Vigo, en Galice, quittent leur poste pour exiger que leur semaine de travail soit abaissée de 48 heures à 44 heures.

La grève étant illégale en Espagne franquiste, 5 délégués syndicaux sont licenciés sur le champ, 4 autres étant suspendus. La riposte des ouvriers de l'usine a été immédiate. Malgré les menaces, les pressions, le chantage, l'envoi des carabiniers, la grève était décidée à l'unanimité pour imposer la réintégration des ouvriers jetés à la rue. Le mouvement a fait tache d'huile dans la région où plus d'une douzaine d'usines ont débrayé par solidarité, les ouvriers multipliant les manifestations de rue malgré les charges de la police.

A propos de Maurice Papon

Maurice Papon a été élu président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. A cette occasion il n'est pas mauvais de rappeler quelques faits.

En 1941 il est directeur du cabinet du secrétaire général pour l'administration.

Il fait carrière sous Vichy et de 1942 à 1944 il est secrétaire général de la préfecture de la Gironde.

En 1958, il devient préfet de police de Paris. A ce poste il organise la chasse aux patriotes Algériens. C'est sous son règne que de nombreux Algériens seront torturés, assassinés, noyés dans la Seine. C'est lui entre autre qui porte la responsabilité des 8 morts de Charonne.

En 1965 il est toujours au poste lors de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka.

De Papon on peut dire : c'est un fasciste.

Larzac :

Sur l'article de l'H.R. n° 156 consacré au Larzac :

La manifestation contre l'extension du Larzac qui s'est déroulée à Rodez le 14 juillet (à laquelle j'assistais) a rassemblé énormément de monde : autour de 15 000, au maximum 20 000.

A la fin de celle-ci, des interventions oratoires se sont déroulées ; celles d'un jeune paysans du Larzac (qui avait fait plus de 100 km en tracteur pour venir) et d'une mère de famille (récemment installée sur le plateau) ont été accueillies avec grand enthousiasme (surtout de la part des jeunes). La dénonciation a porté sur :

— Le rôle répressif qu'on veut faire jouer au camp du Larzac tant sur le plan national **qu'international** (rôle d'entraînement militaire des troupes britanniques en vue de mater les luttes du peuple irlandais (sic !).

— Les manœuvres ignobles de **corruption** (on a tenté — mais en vain ! — d'acheter les paysans les uns après les autres pour qu'ils « décampent » sur la pointe des pieds) et **d'intimidation** (manœuvres militaires effectuées **dans les champs,** vol à ras de terre systématique des avions).

— Les tentatives de récupération électorale (les promesses il y en a assez !). Enfin, ils ont manifesté leur détermination de refuser les expropriations (par la force s'il le faut !) et de mener la lutte jusqu'au bout.

Et d'ailleurs, leur ont fait écho bien souvent durant cette journée, les cris de milliers de poitrines qui reprenaient unanimement : « gardarem lo Larzac ! » (Nous garderons le Larzac !).

Correspondant H.R.

Un renégat parmi les renégats

En fouillant parmi les stands de la **Cité du Livre,** à la Foire de l'Humanité, nous sommes tombées sur une publication... des **Editions de Pékin.**

Qu'allaient donc faire les « œuvres » des Duclos, Andrieu et autres Marchais en si mauvaise compagnie ? Grossière erreur, regrettable impair, ou simple démagogie ? Ce sont les questions qu'on pouvait légitimement se poser avant de prendre connaissance du titre de l'ouvrage chinois : « Pour être un bon communiste », de Liou Chao-chi ! Pas moins ! Tel était l'unique volume des **Editions de Pékin** représenté à la foire du P.« C. »F.

Cette sévère « sélection » est-elle due au hasard ? Pour le savoir, il suffit de se souvenir que Liou Chao-chi a été dénoncé

— au terme d'une critique menée de la manière la plus démocratique par des centaines de millions de chinois lors de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne — comme un élément **antipopulaire, antisocialiste** et **anticommuniste** parce qu'il voulait restaurer le capitalisme en Chine et qu'il avait, dans ce but, regroupé d'anciens exploiteurs féodaux et bourgeois.

Allons ! En fin de compte, les « œuvres » de Duclos, Andrieu, Marchais et autres n'étaient pas en si mauvaise compagnie...

Mais que ces vieux traîtres se disent bien que le jour viendra où leur politique contre-révolutionnaire connaîtra, en France, le même sort que celle du renégat Liou Chao-Chi.

TRAVAILLEUR QUI LIS L'HUMANITÉ ROUGE SOUTIENS TON JOURNAL ! ÉCRIS-LUI POUR DÉNONCER LE CAPITAL ET TOUS SES VALETS ! L'HUMANITÉ ROUGE EST UNE ARME DE LA CLASSE OUVRIÈRE

POURQUOI NIXON RÉVÈLE-T-IL LES CONVERSATIONS SECRÈTES ?

Une fois de plus, Nixon vient de « révéler » des conversations secrètes de son « négociateur » Kissinger avec les représentants de la République Démocratique du Vietnam à Paris. Curieuse façon de converser... secrètement !

C'est une nouvelle machination à l'encontre du peuple vietnamien. « Je veux ramener la paix au Vietnam. La preuve ? Mon gouvernement tient des conversations secrètes avec les dirigeants de la R.D.V. ». Tel est l'argument que Nixon veut faire prendre au sérieux, au peuple américain et aux peuples du monde !

Et pendant que Nixon fait grand battage de sa volonté de rechercher « une paix négociée », il fait la guerre. « 26 000 soldats U.S. au Vietnam », dit-il ? En fait 200 000 soldats — des troupes terrestres, maritimes et aériennes — s'acharnent contre les peuples d'Indochine. Début septembre, ses B 52 ont de nouveau lancé leur cargaison de mort sur les villes de la R.D.V. ; l'odieuse entreprise de destruction des digues continue ; le pilonnage du Cambodge et du Laos est toujours systématique...

Qu'espère Nixon alors qu'un rapport récent de la C.I.A. vient de lui apprendre que le peuple vietnamien peut tenir au rythme actuel pendant les deux années à venir ; et ceci malgré les bombardements intensifs ? Jamais les réactionnaires ne sont aussi obstinés qu'au seuil de leur perte. Aujourd'hui, Nixon continue l'agression tout en parlant de sa prétendue volonté de paix, car il espère tenir ainsi jusqu'aux élections... pour une nouvelle législature... Que l'impérialisme américain prenne garde : les peuples d'Indochine, le peuple américain et tous les peuples du monde risquent fort de bousculer ses plans.

Les avatars de Kissinger

Henri Kissinger est un grand négociateur. Bras droit de Nixon, il s'occupe des grandes affaires de ce monde. C'est un homme important. A protéger coûte que coûte. Il y va de la bonne marche de l'Etat.

Dimanche dernier, Kissinger a bien failli périr — victime de cette raison d'Etat. Il est monté dans un ascenseur, entouré de six gardes du corps — il faut bien ça... à Munich ! L'ascenseur s'est effondré au sous-sol ; il était prévu pour quatre personnes !

Une aventure à méditer, Henri Kissinger ! Car tôt ou tard, la pression des peuples fera chuter vous et vos comparses de bien plus haut. Et sans rémission !

Quand Nixon brandit le rameau d'olivier.

Adhérez à l'Association des Amitiés Franco-Chinoises !

De nombreux amis et camarades militent au sein de l'Association des Amitiés franco-chinoises, il leur arrive souvent de nous poser des questions sur le développement et la ligne de cette Association. Ces questions doivent être adressées au Secrétariat de l'Association, nous ne sommes en rien habilités à leur répondre.

Cependant, sans vouloir nous ingérer le moins du monde dans les affaires et le fonctionnement de cette Association que les marxistes-léninistes soutiennent sans réserve, nous nous permettons d'émettre quelques idées à ce sujet car le développement du courant d'amitié avec la Chine ne peut et ne doit laisser indifférents les marxistes-léninistes.

LE COURANT D'AMITIE AVEC LA CHINE POPULAIRE GRANDIT

En ce moment, le courant de sympathie et d'amitié envers le peuple chinois et la République Populaire de Chine se développe.

Il est la conséquence directe de la victoire de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne et du développement du prestige de la Chine après la restitution de tous ses droits à l'O.N.U. et la visite de Nixon en Chine.

Par quoi se manifeste ce courant ? D'abord, par le fait qu'il est devenu difficile pour les pires ennemis de la Chine, la réaction et les dirigeants révisionnistes, de calomnier, de mentir, aussi ouvertement qu'ils le faisaient.

Il devient difficile (mais on le rencontre encore de temps à autre) de parler du « bellicisme » du peuple et des dirigeants chinois après la visite de Nixon à Pékin, de l'aspect arriéré de l'économie chinoise après le développement impétueux de l'industrie et de l'agriculture, du recul scientifique et culturel après les satellites, les bombes A et H, les nombreux succès remportés dans le domaine de la médecine (réimplantation de membres, chirurgie cardiaque, rééducation des sourds-muets et surtout anesthésie par acupuncture), le triomphe des ballets et opéras de Pékin, de la misère du peuple chinois après les nombreux témoignages sur la vie quotidienne en Chine, de l'absence de liberté, etc.

Alors, les ennemis du peuple chinois ont dû manœuvrer, se faire plus sournois, baisser le ton en attendant des « jours meilleurs » ! Ils n'en restent pas moins antichinois !

Pendant ce temps, le nombre des amis de la Chine s'est accru. Nombreux sont ceux qui, particulièrement chez les intellectuels, à la suite des témoignages de Maria Antonietta Macciochi, de la revue « Tel Quel », des « Cahiers du cinéma », ont compris que les dirigeants du P.« C. »F. leur mentaient alors qu'ils parlaient de la Chine, nombreux sont les travailleurs, les étudiants, les infirmiers et infirmières, certains médecins même qui, complètement dégoûtés de la médecine capitaliste, se tournent avec espoir vers la médecine au service du peuple pratiquée en Chine ; nombreux étaient les travailleurs venus témoigner au stand chinois de la Foire de Paris leur amitié et leur admiration pour le grand peuple chinois frère.

UNE ORGANISATION DE MASSE QUI SE DEVELOPPE

Le développement de ce courant irrésistible est dû, bien sûr, en premier lieu, aux succès remportés par le peuple chinois, mais c'est aussi le succès, dans une moindre mesure, des amis du peuple chinois, avec en premier lieu les marxistes-léninistes, mais pas seulement les marxistes-léninistes, qui, depuis des années, contre vents et marées, se battent pour défendre la République Populaire de Chine, la faire connaître, développer l'amitié.

Car, en effet, lorsque, en 1963, ces amis décidèrent d'engager la lutte dans l'Association des Amitiés franco-chinoises, pour en chasser de la direction les ennemis du peuple chinois, les représentants du P.« C. »F., ils n'étaient pas encore très nombreux ! Mais bientôt ils fêtaient, en 1964, un premier événement historique avec la reconnaissance par le gouvernement français de la République Populaire de Chine, puis, en 1966, enfin ils parvenaient à chasser de la direction des Amitiés franco-chinoises les révisionnistes antichinois.

Depuis, l'Association des Amitiés franco-chinoises a poursuivi sans cesse ses activités pour faire connaître la Chine, développer l'amitié entre les deux peuples. A notre connaissance, ces derniers mois, son activité a connu un essort nouveau et de nombreux comités seraient apparus.

DES CONCEPTIONS ET PRATIQUES QUI ENTRAVENT LE PLEIN DEVELOPPEMENT DE L'ASSOCIATION

Cependant, nous devons le reconnaître, cette Association n'est pas encore la grande association de masse qui devrait rassembler tous ceux qui, à des titres divers, s'intéressent à la Chine, et sont ses amis.

Si, en effet, un grand nombre d'amis de la Chine sont membres de l'Association, il y en a encore un trop grand nombre qui n'y sont pas : il y a d'abord une multitude d'amis et de personnalités isolés qui n'ont jamais connu l'Association, qui ne savent pas ce qu'elle représente, qui en ont eu une image déformée ou inexacte, qui ignorent même son existence. Il y a ensuite tous ceux qui, pour des raisons diverses, n'ont pas encore rejoint l'Association et développent, de leur côté, en rangs dispersés, une activité qui va dans le même sens : il y a par exemple tous ceux qui se trouvent autour de « Tel Quel » et des « Cahiers du cinéma », les journalistes de la revue « La nouvelle Chine », les adhérents du « Centre culturel France-Chine » à Marseille, etc.

Pourquoi donc l'Association des Amitiés franco-chinoises ne rassemble-t-elle pas tous les amis de la Chine ? Parce qu'en grande partie l'Association, à tort ou à raison, a pu apparaître comme le champ clos des rivalités entre groupes dits « marxistes-léninistes » ou « maoïstes », parce que, dans le meilleur des cas, l'Association a pu apparaître comme la propriété exclusive des marxistes-léninistes et réservée à eux et à leurs sympathisants. Il faut reconnaître que, même si cela a souvent été exagéré, il y a là une bonne partie de vérité.

Des gens souvent sont venus à l'Association sous l'influence de l'ultra-gauchisme, espérant que le peuple chinois ferait, à leur place, la révolution en France, d'autres voulaient y recruter pour leur groupe et leur chapelle, ou y mener l'attaque contre d'autres groupes ou partis, etc. De telles pratiques, même si elles n'ont pas été généralisées, ont effectivement porté tort au développement de l'Association.

LE BUT DE L'ASSOCIATION

Il semble, même s'il peut y avoir de temps en temps quelque réveil, que de telles pratiques sont en voie de disparition.

Car, en effet, quel est le but de l'Association des Amitiés franco-chinoises ? Le Secrétariat national de l'Association l'a judicieusement rappelé en janvier 1971 dans une déclaration dont nous donnons quelques extraits :

« **L'Association des Amitiés franco-chinoises** a pour but de susciter et de renforcer ce courant de sympathie et de le concrétiser en l'organisant. Il s'agit de créer un large mouvement de soutien de la Chine socialiste susceptible de jouer tout son rôle, notamment en cas d'une agression de la part de l'impérialisme ou de ses laquais. Il est évident qu'il ne s'agit pas pour nous d'amitié avec n'importe quelle Chine mais bien avec la Chine socialiste d'aujourd'hui. »

Et le Secrétariat national poursuit en définissant les tâches de l'Association :

« Donner des connaissances exactes sur la construction du socialisme en Chine sous tous ses aspects : politique, économique, social, culturel et sur la politique internationale de la Chine et le soutien qu'elle apporte aux luttes des peuples, afin de détruire les idées fausses, les calomnies contre la Chine. Mais les problèmes du mouvement ouvrier international et de la politique française ne sont pas du domaine des Amitiés franco-chinoises. Les discussions à leur sujet n'ont pas place dans les réunions de l'Association. Nous faisons connaître les positions chinoises sur ces questions comme sur toutes les autres par la diffusion des publications chinoises, des dépêches de l'Agence Chine Nouvelle et du bimestriel français : « Aujourd'hui la » Chine ».

» Nous ne sommes pas un mouvement voulant intervenir dans la vie politique française. Chacun des membres est libre de faire **hors de l'Association** les choix politiques qu'il croit justes, mais cela ne doit entraîner **dans l'Association** ni polémique ni querelle entre les adhérents appartenant à des groupements politiques différents on n'appartenant à aucun.

» Cette ligne de conduite a été constante, elle a d'ailleurs été précisée par l'article 14 des Statuts : « Au sein des » réunions des organismes de l'Association comme au cours des réunions » organisées en son nom, toute discussion étrangère aux buts de l'Association est interdite. Tout manquement à » cette règle, d'une façon générale, toute » violation des Statuts peut entraîner » l'exclusion. »

» Notre Association est une **association de masse** ouverte à des gens qui ont des convictions politique, philosophique ou religieuse différentes, mais qui sont unies sur le plan de l'amitié avec la Chine et du renforcement de sa connaissance. »

LES MARXISTES-LENINISTES DOIVENT MILITER POUR RENFORCER L'AMITIE AVEC LE PEUPLE CHINOIS

Les marxistes-léninistes souscrivent totalement à cette déclaration. Ils estiment qu'elle constitue la base même du développement du travail de masse.

L'approfondissement du courant d'amitié avec le peuple chinois est un facteur favorable, par ailleurs, au renforcement de l'internationalisme prolétarien dans la classe ouvrière, il permet de convaincre toujours plus les travailleurs de la supériorité du marxisme-léninisme, du socialisme, sur l'idéologie bourgeoise, révisionniste, sur le capitalisme, il peut permettre enfin de neutraliser certaines couches de la bourgeoisie en cas d'agression et d'isoler toujours plus les deux super-puissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Les marxistes-léninistes se doivent d'être les meilleurs militants de l'Association. Cela signifie qu'ils donneront l'exemple non seulement dans le dévouement, mais aussi dans le respect de la ligne de l'Association, que jamais ils ne feront preuve de sectarisme, avec quiconque, quels que soient ses convictions politiques ou religieuses, son parti ou son groupe, etc., ils ne seront intraitables qu'avec les ennemis déclarés du peuple chinois et de la Chine.

Ils prendront soin de développer partout où ils se trouvent, non seulement le courant d'amitié, mais aussi les comités de l'Association, en les créant, les animant, et les élargissant toujours plus, en ayant toujours soin de bien distinguer leurs activités politiques et celles de militant de l'Association, il s'agit de deux activités qui ne doivent absolument pas être confondues !

Camarades et amis, œuvrons sans cesse à l'amitié entre les peuples français et chinois, faisons chaque jour rayonner plus la grande République Populaire de Chine, ayant à sa tête le camarade Mao Tsé-toung.

Lisez
AUJOURD'HUI
LA CHINE

Association pour le Logement des Jeunes Travailleurs

Les jeunes travailleurs tiennent bon

Il y a environ 600 foyers de jeunes en France. Dans la région parisienne ces foyers mettent à la disposition des patrons une réserve de main-d'œuvre jeune, venue de province, donc à bon marché. Le droit de visite y est rigoureusement limité, les libertés syndicales et politiques bien réduites quand ce n'est pas inexistantes.

LES JEUNES REFUSENT L'AUGMENTATION DES LOYERS

La direction de l'A.L.J.T. veut faire payer la rentabilisation des foyers aux jeunes travailleurs qui y résident ainsi qu'au personnel des foyers (celui-ci a mené une lutte en mai dernier — voir H.R. n° 150). Les 40 F d'augmentation du loyer ne sont qu'un début, comme l'indique une note confidentielle de l'A.L.J.T. Seulement voilà, tous les beaux calculs des patrons s'effondrent à cause d'un petit détail : les jeunes travailleurs des foyers ne veulent pas payer cette augmentation. Cela fait maintenant plus de 2 mois que 3 foyers sont occupés par leurs résidents, tandis que dans d'autres foyers ils font la grève de l'augmentation (sans occupation). De plus, les jeunes résidents ne se contentent pas de refuser l'augmentation, ils exigent aussi les libertés politiques, syndicales et le droit de visite beaucoup plus étendu.

LES RESPONSABLES C.G.T. DEFENDENT-ILS LA LUTTE DES JEUNES RESIDENTS ?

Voyons un peu l'attitude qu'ont eu vis-à-vis de cette lutte les organisations se réclamant de la classe ouvrière et plus particulièrement le P. « C. » F., C.G.T. et l'A.J.S. (trotskyste).

Les responsables C.G.T. ont manœuvré avec l'A.D.I.R. (Association pour la défense des Intérêts des Résidents) qui est une organisation montée complètement bureaucratiquement par les dirigeants P «C» F C.G.T. pour mettre le train sur la voie de garage après l'avoir pris en marche.

L'Union syndicale C.G.T. de la région parisienne a sorti des tracts qui, plus de 2 semaines après le déclenchement (en son absence !) de la lutte, se permettaient de donner des conseils aux résidents sur la manière de s'organiser et sur les objectifs à atteindre : « Pour vous défendre, il faut vous organiser solidement. La C.G.T... vous conseille de discuter entre vous et de constituer une association démocratique de défense des intérêts des résidents ».

Ce qui revient à faire croire que les jeunes résidents ne s'étaient pas encore organisés, attendant patiemment les avis éclairés de la C.G.T., alors qu'ils s'étaient déjà donné des *comités de grève* locaux et un comité de grève central.

Par ailleurs, ce tract affirmait vigoureusement : « Vous avez le soutien de la C.G.T. », « soutien » consistant, comme on l'a vu, en « démarches, délégations, pétitions», totalement inefficaces comme d'habitude. De plus la tactique des responsables C.G.T. a consisté :

— à faire abandonner aux grévistes le préalable qu'ils avaient fixé à toute négociation, préalable exigeant qu'aucune expulsion ne soit prononcée (cf. H.R. n° 155).

— à noyer les revendications précises des foyers en grève sous prétexte d'élargir la lutte à tous les foyers,

— à essayer de blanchir la direction de l'A.L.J.T. en faisant cette révélation formidable aux résidents grévistes : « les principaux responsables de la situation : gouvernement et patronat », comme si l'A.L.J.T. n'était pas à considérer pour ce qu'elle est, à savoir une entreprise capitaliste exploitant des travailleurs.

Mais ce n'est pas tout.

DISCUTAILLES OU LUTTE

Le 24 juillet dans l'après-midi, le comité central de grève, appuyé par la présence massive des résidents, avait entamé des négociations avec 3 directeurs de l'A.L.J.T. A 20 h, ceux-ci demandent une suspension de séance « pour voir s'ils acceptent ou non le préalable ». A 21 h ils n'étaient pas encore revenus. S'emparant d'une échelle, les grévistes s'introduisent dans un bureau par la fenêtre... et finissent par découvrir le pot aux roses : les représentants de l'A.D.I.R. en discussion avec ces messieurs de la direction ! Aux fermes demandes d'explication des grévistes, ces courageux « défenseurs de la classe ouvrière » de l'A.D.I.R. ont opposé une retraite peu glorieuse et un silence embarrassé.

Dans l'Huma Blanche on peut lire cette version « objective » des faits: « les négociations que l'A.L.J.T. menait séparément avec l'A.D.I.R. et les représentants des 6 foyers ont été interrompues, des membres du comité central de grève aidés de gauchistes, ayant décidé d'occuper les lieux » ; les « gauchistes » : comprenez par là les 150 résidents venus appuyer leurs délégués.

Le lendemain soir à la bourse du travail la fondation officielle de l'A.D.I.R. est proclamée. Elle est composée dans son énorme majorité de membres de la C.G.T. bien choisis. Les « représentants des foyers en grève » sont des résidents qui ne se sont jamais montrés actifs dans la lutte. Les résidents en grève sont intervenus dans cette réunion. Voulant exprimer leur point de vue, on a commencé par saboter leurs interventions au micro. Puis ils se sont faits « sortir » tout simplement, et même un peu brutalement pour quelques-uns, et la séance a été levée précipitamment. Voilà ce que certains appellent une « organisation démocratique et représentative ». L'A.D.I.R. a tenté de magouiller encore, toujours pour se substituer au comité de grève face à la direction, mais cette dernière a été finalement contrainte de reconnaître comme interlocuteur les représentants effectifs des travailleurs en lutte : le comité central de grève.

NOUS VOULONS UN SYNDICAT QUI NOUS DEFENDE VRAIMENT !

Il est très important de noter que dans le comité de grève, il y a des gars syndiqués et non syndiqués. En particulier, à Gagny, à un meeting organisé au foyer, des résidents ont expliqué pourquoi, bien que syndiqués C.G.T., ils désapprouvaient l'A.D.I.R. Un jeune ouvrier qui a été très applaudi a également dénoncé le manque de démocratie dans la C.G.T. Cela pour dire que si nous dénonçons ces magouilles ce n'est pas pour dénigrer le syndicalisme, c'est pour condamner, preuves à l'appui, les pratiques de collaboration de classes des directions syndicales corrompues et passées à l'ennemi.

L'A.J.S., PETITE COPIE CONFORME DES REVISIONNISTES

L'A.J.S. n'a pas un rôle plus brillant. S'ils semblent, tant les faits sont têtus, avoir légèrement révisé leurs positions, ils n'en ont pas moins eu dès le début une attitude droitière et capitularde, étant contre l'occupation (mieux valent les délégations et pétitions) et payant même l'augmentation de 40 F pour la majorité des résidents affiliés à cette organisation ! Eux aussi ont bien contribué à la liquidation de la lutte d'un foyer (Fontenay). Ils ont récemment débarqué en force (avec un membre du bureau national, s'il vous plaît !) dans une réunion d'information se tenant à Clichy. Intervenant dans la réunion de manière provocatrice, ils ont été mis en échec par les grévistes.

En fait l'A.J.S. se discrédite surtout auprès des résidents parce qu'elle essaie de passer par dessus le comité de grève central et de magouiller pour son compte. En particulier elle propose sans arrêt de faire une assemblée générale réunissant tous les foyers A.L.J.T. de la région parisienne ,grévistes et non grévistes qui dans les circonstances présentes ne répond à aucun besoin de la lutte et ne pourrait que la fourvoyer. Pour résumer, elle est à peu près la copie conforme, en plus petit, des révisionnistes.

D'AUTRES ASPECTS DE LA LUTTE

A St-Gratien et à Clichy de nombreux résidents travaillent chez Citroën. Citroën a exercé des pressions sur les grévistes, allant même, à Clichy, jusqu'à les convoquer un par un pour les menacer.

Les flics ont également tenté d'intimider le directeur de la salle où s'est tenu le gala de soutien au mois de juillet. Echec : plus de 800 personnes y ont assisté.

A Clichy le soutien de la population locale est sensible. De plus des paysans bretons et toulousains ont proposé aux grévistes de Clichy leur aide sur le plan alimentaire. Cela n'a pu marcher pour des raisons de transport, mais c'est très significatif de l'unité pour la lutte qui se forge petit à petit entre les diverses couches laborieuses en France.

Le maire « socialiste » d'Epinay a injurié les grévistes et leur a refusé une salle. Il y a bien unité entre les pontes « socialistes » et leurs compères révisionnistes, les dirigeants P. «C.» F.-C.G.T., mais c'est plutôt une unité contre-révolutionnaire et anti-populaire que « l'unité populaire » proclamée à grand fracas.

A noter aussi que les grévistes de l'A.L.J.T. avaient fait une demande au P. «C.» F. pour avoir un stand à la fête de l'Huma, mais M. Marchais, s'il apprécie la présence de la bourgeoisie exploiteuse à cette fête (R.T.L., Ricard, etc.), semble moins goûter celle des travailleurs en lutte contre ces mêmes exploiteurs. Stand refusé (même pas une lettre de réponse, simplement le silence).

DE PREMIERS SUCCES

Malgré toutes ces difficultés, et bien d'autres encore, les jeunes travailleurs des foyers en lutte tiennent bon depuis 2 mois. Se battant *classe contre classe* et s'efforçant de développer *l'unité à la base et dans l'action* pour le succès de leurs revendications, ils ont obtenu :

— la séparation du prix d'hébergement et du prix des repas,

— le maintien de l'ensemble des services sans compression de personnel,

— l'annulation des mesures d'expulsion et des poursuites judiciaires (en fait cela n'a pas été respecté puisque 230 jeunes sont passés au tribunal),

— la liberté d'expression dans les foyers (en fait une note de l'A.L.J.T. prétend restreindre considérablement ce droit. En particulier toute affiche ou texte étant jugé (par qui?) « diffamatoire » devrait être interdit à l'affichage. On voit d'ici ce que cela veut dire ! En attendant l'A.L.J.T. a coupé à Gagny le téléphone, l'approvisionnement en fuel, la fourniture en nourriture...).

La prochaine étape importante dans la lutte c'est la réponse du tribunal en septembre. En effet, le tribunal de Paris a désigné un juge pour décider de la « légitimité » ou non de l'augmentation de 40 F. Les résidents estiment que le plus important à cette occasion c'est d'avoir un rapport de force encore plus favorable. C'est pour cette raison qu'ils ont organisé un gala de soutien à la Mutualité le 15 septembre.

Correspondant H.R.

Foyer Daviel, Paris-13e

LA LUTTE DÉMARRE

début septembre nous avons commencé la grève des loyers. Encore une fois la direction de notre foyer veut tirer le maximum de nos salaires ! Encore une fois nous ne nous laisserons pas faire.

CLASSE CONTRE CLASSE : Tout cela la direction le sait bien, mais suivant sa logique de classe, elle nous annonce une augmentation de 15 F des chambres à partir du mois de septembre. Mais nous aussi nous avons notre logique de classe. Nous nous réunissons. Nous formons un Comité de grève.

L'ensemble des jeunes travailleurs répond favorablement à notre appel. L'escalade des prix, nos salaires pour beaucoup inférieurs à 1.000 F par mois quand ce n'est pas le chômage, c'est à partir de ces premières réalités que survivent plus que vivent les jeunes travailleurs. Rien d'étonnant à ce que l'ensemble des jeunes travailleurs nous disent : « allez-y les gars, on marche avec vous ».

TOUS UNIS A LA BASE ET DANS L'ACTION JUSQU'A LA VICTOIRE : Nous avons organisé une assemblée générale des résidents J.T. en convoquant le Directeur général au jour et à l'heure qui nous convenait, le mardi 5 septembre. A l'unanimité les 90 résidents présents (certains travaillent la nuit, aux P.T.T., etc.), ont refusé l'augmentation arbitraire de 15 F.

D'autre part nous avons créé un comité de soutien dans le quartier qui à l'exemple du comité de soutien de Gagny (voir H.R. n° 150) popularise notre lutte, puis nous avons rejoint le comité central de grève des foyers de l'A.L.J.T. (sept foyers en grève dont trois avec occupation) en lutte depuis 3 mois contre l'augmentation de 40 F des pensions, contre les expulsions arbitraires, pour le droit d'expression politique et syndicale, pour la liberté de visite 24 h sur 24. Nous organisons des actions communes. Le 15 septembre un gala de solidarité avec les J.T. en lutte à rassemblé plus de 4.000 J.T. et étudiants à la Mutualité. La lutte des foyers est celle de tous les travailleurs. Unissons-nous à la base et dans l'action contre tous les exploiteurs.

Des résidents J.T.
Marxistes-Léninistes
du Foyer Daviel.

D'un camp de concentration en Irlande :

L'ENFER DE LONG-KESH

« Restez couchés ! C'est une perquisition ! Restez couchés ! »

Une journée commence, une journée de Long Kesh.

A 5 h 30, par une froide matinée de janvier, les lumières des barraquements s'allument et une brigade anti-émeute fait irruption, casquée, matraques à la main, prête à mater les « terroristes ».

Quarante prisonniers, ni jugés, ni inculpés, privés par l'impérialisme britannique de leur dignité humaine, s'éveillent avec 2 soldats au pied de leur lit. Le souvenir des passages à tabac se rallume et inévitablement, quelqu'un crie. On lui colle brutalement une matraque sous le nez.

« Reste tranquille, nom de dieu, reste tranquille ! »

L'aboiement rappelle à la mémoire la dernière mutinerie — la mutinerie de la cage 2 — les crânes, les bras, les jambes, brisées, le sang et les coups.

Je suis étendu dans mon lit, je regarde le visage du tueur à gage, du soldat britannique qui est debout en face de moi — un visage soigné d'anglais, avec une petite moustache soigneusement taillée, la main crispée sur la matraque. Ils sont à peu près 22 plutôt nerveux. Les soldats nerveux sont dangereux.

A l'entrée du baraquement, l'officier brandit son pistolet. Son gilet pare-balles est bardé de cartouches de gaz, de grenades, de balles en caoutchouc.

Surveillés par deux policiers militaires, nous sommes sortis du lit un par un et déshabillés.

Je prends « les vêtements que vous porterez aujourd'hui » et je les place sur le lit, en face de moi.

Tous les vêtements sont méticuleusement fouillés.

Ils trouvent des lettres de ma copine, les lisent, se les passent. Ils rient. Je suis toujours à poil, pas vraiment à l'aise. Je suis fouillé, puis on m'ordonne de mettre mes vêtements. Une fois habillé, 2 soldats me prennent par les épaules et me font courir entre une double haie de soldats hilares, vomissant l'insulte.

A la porte de la cantine, un berger allemand tire sur sa laisse et aboie. Je suis précipité sur le plancher de la cantine. Un par un, plus ou moins habillés, nous sommes entassés jusqu'à être 80 dans la cantine. La brigade anti-émeute nous encercle. Pendant 8 heures, nous restons ainsi, mélange de peur, de défiance et de haine.

De temps en temps, quelqu'un entonne un chant et s'entend aussitôt ordonner de « fermer sa sale gueule ».

Un homme assez âgé se plaint de son cœur malade.

Un seau, au milieu du plancher, sert de toilettes.

Au début, on hésite à s'en servir, mais à la fin la nécessité vainc la timidité.

Au bout d'un moment, le seau déborde, ça ne sent pas bon. Nous attendons. Dehors, sur une file, derrière les barbelés, les soldats.

Une douce et vague brume de Long Kesh tombe.

Et puis, c'est fini ; nous sommes ramenés dans le baraquement et enfermés. Il est 2 heures de l'après-midi. Nous constatons les dégâts. Les cantines baillent, leur contenu éparpillé sur le plancher. Sur les couvertures, les habits, la nourriture, les affaires personnelles, ils ont balancé le contenu du seau hygiénique.

Une perquisition s'achève.

Mes bouquins sont en tas et au début, il me semble qu'à part quelques taches, quelques reliures cassées, ils sont en bon état. Après, je remarque les crachats dont ils sont constellés. Sur un matelas, les soldats ont pissé. Chacun compte ses cigarettes. Il en manque beaucoup, mais nous sommes contents de ce qui reste. Aucun d'entre nous ne devra être hospitalisé cette fois-ci.

Durant les 4 semaines à venir, nous aurons encore 3 perquisitions, plus ou moins brutales, plus ou moins longues (...)

Je suis là depuis la première semaine de décembre et l'endroit est devenu de pire en pire.

Il est difficile de dire en quoi consiste exactement l'horreur de Long Kesh.

Prenez un terrain vague, construisez quelques baraques en tôles qui emmagasinent le froid et laissent la chaleur dehors, ajoutez beaucoup de barbelés, des clôtures métalliques, branchez quelques projecteurs aveuglants, lâchez quelques centaines d'hommes traqués, disparates, et vous aurez la matière première.

Long Kesh c'est les barbelés, la tôle ondulée, les baraques, l'ordure, la boue.

Long Kesh, c'est l'eau qui stagne sur le macadam, qui suinte à travers les murs, qui passe sous les portes, qui ruisselle du plafond, qui tombe goutte à goutte sur les couvertures. Ce sont les chiens policiers, les brigades anti-émeutes, les rampes de projecteurs, un bruit continuel.

Le peuple irlandais n'est pas prêt de se laisser intimider par les atrocités britanniques.

Les Britanniques appliquent en Irlande les méthodes de tous les occupants : rafles, contrôles, intimidation, etc.

Long Kesh, c'est l'homme de 40 ans qui en paraît 60 et dont l'esprit s'égare ; c'est le garçon de 18 ans qui pleure pour lui-même dans l'obscurité.

Pratiquement tous les internés ont été malades, la plupart des maladies commence par un rhume qui dégénère en grippe, en maux d'estomac, en rhumatismes, en troubles cardiaques, tout cela découlant des conditions de détention. Les remèdes fournis sont rudimentaires et inefficaces : on a comparé le médecin à un vétérinaire. Les internés devant recevoir un traitement médical par suite des blessures reçues des mains des soldats ou des hommes du Spécial Branch sont généralement transportés à l'hôpital militaire Musgrave. Un homme fut à ce point terrorisé par les soldats qui le gardaient à Musgrave qu'il demanda à être ramené tout de suite à Long Kesh bien qu'il eut besoin d'un traitement. Il avait auparavant vu les soldats harceler un jeune détenu, à demi inconscient, pendant une crise d'appendicite (...)

A Long Kesh, personne n'est responsable de rien, tout est entre les mains de « l'officier en chef », de « l'adjoint au gouverneur », ou du « gouverneur-qui-a-dit que » quand ce n'est pas le ministre lui-même.

La moindre requête doit passer par l'adjoint au gouverneur et on doit attendre des jours et des jours pour 40 secondes d'entrevue, lors de laquelle on est régulièrement renvoyé au ministre (...)

Le conseil du camp, qui représente tous les internés, a fait beaucoup dans le combat pour l'amélioration de notre condition à Long Kesh. Quand il a compris ça, l'Etat a tenté de briser l'organisation des internés en supprimant les contacts entre les baraquements, en séparant le frère de son frère, le père de son fils.

Des règlements draconiens sont fréquemment introduits par les autorités. Une fouille prolongée peut se traduire par la suppression des visites pour plusieurs semaines.

Souvent des coupures de courant nous privent de chaleur, de nourriture et de lumière.

Voilà quelques aspects de la barbarie du camp de concentration de Long Kesh (...) Long Kesh, un cauchemar éveillé, un nouveau crime des impérialistes britanniques contre l'humanité.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Cambodge : DE BONNES NOUVELLES

De bonnes nouvelles nous viennent du Cambodge ; en juillet dernier, les Forces Armées ont éliminé 8.600 ennemis ; en août, elles ont poursuivi leur offensive sur tous les fronts. Le pouvoir populaire se renforce sur 85 % du territoire déjà libéré ; et les 2 millions de Khmers, qui souffrent encore en zone occupée, rejoignent dans la lutte leurs 5 millions de compatriotes des zones libérées. La situation est bonne pour le peuple khmer.

En quelque deux années, les victoires ont été prodigieuses. Pourtant le 18 mars 1970, quand Nixon organise le coup d'état contre-révolutionnaire au Cambodge, il croit fermement au succès. C'est la « forme la plus pure » de la doctrine Nixon. Selon lui : une guerre aérienne active, des fantoches « dévoués », —, le consentement nullement démenti de Brejnev-Kossyguine — ils ont toujours leur ambassade auprès de Lon Nol. La situation se présentait bien ! Nixon pensait porter un coup décisif aux peuples indochinois, les isoler pour les abattre.

Aujourd'hui, tout cela n'est que rêves vite évanouis. Pour le peuple khmer le bilan est positif.

DES VICTOIRES MILITAIRES

Rappellons les étapes importantes.

D'abord, c'est le 18 mars 1970 : le coup d'état de Lon Nol. Aussitôt, la riposte populaire est vive : manifestations à Kompong-Cham, riposte des ouvriers des plantations de Prek Kak et de Chup. Les forces américaines pénètrent sur le territoire khmer le 29 mars ; elles déguerpissent le 30 juin durement étrillées par les jeunes Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Cambodge qui contrôlent déjà la moitié du territoire ! 70.000 hommes appuyés par des tanks, des canons et des B52 ont été tenus en échec ; c'est un beau coup d'envoi du peuple khmer combattant !

Autre étape : la victoire sur « l'opération Chenla II ». 70 bataillons de Lon Nol mobilisés, blindés, bombardiers en action le 20 août 1971. Objectif : contrôler la route n° 6, débloquer les villes encerclées par les zones libérées et... occuper le nord-est du Cambodge pour isoler les patriotes khmers des combattants laos et vietnamiens. L'échec américain est retentissant : les bataillons saigonnais appelés à la rescousse fuient bientôt... en grand désordre ; les garnisons fantoches cèdent une à une. Le 13 novembre dernier, la dernière celle de Rvom Long tombe... « L'opération Chenla II » sombre dans le ridicule et dans l'oubli.

Aujourd'hui, l'ennemi tente d'autres « opérations ». Telle « l'opération Sorya » (« soleil ») ! Tentative : rouvrir la route n° 1 Phnom-Penh-Saigon, et empiéter sur la zone libérée des deux côtés... Tentative avortée une fois de plus : le traître Ith Svong qui avait lâché ses troupes pendant Chenla II... vient d'être battu... dans l'opération « Sorya ».

Opération « Sorya » — « Soleil » — que le peuple khmer surnomme déjà « Sorya Asdang-kot » — « Soleil couchant » ! Victoire à laquelle s'ajoutent celles acquises sur les routes 4, 5 et 7. L'ennemi a bel et bien perdu l'initiative et appelle « au secours » ! Il est touché dans son repaire : l'aéroport de Pochentong (Phnom-Penh) est régulièrement pilonné ; les combattants pénètrent dans Phnom-Penh, le centre d'entraînement de Kambaol est assailli.

DES VICTOIRES POLITIQUES

Même débâcle sur le plan économique et politique. Lon Nol l'a avoué le 6 juillet 1971 :

« L'économie du Cambodge est tombée dans un désastre ». On ne produit presque plus de caoutchouc, il faut importer des centaines de milliers de tonnes de riz. Les prix grimpent et la pénurie augmente à Phnom-Penh. Il y a quelques jours, les soldats lon-noliens ont dévalisé les marchés de la ville... de peur de manquer de vivres ! 626 millions de dollars : voilà le « soutien » financier de Nixon à Lon-Nol du 18 mars 70 à fin 1971. Les poches des fantoches sont bien remplies, à n'en pas douter. La situation du peuple des régions qu'ils contrôlent encore, empire... En juin et en juillet derniers, quelque 6 500 personnes ont réussi à rejoindre la zone libérée dans la région de Battambang.

Même désarroi sur le plan politique ; les manœuvres de Lon Nol pour former « des partis politiques » et organiser des « élections législatives » ne trouvent aucun écho dans le peuple khmer.

Par contre, les zones libérées se consolident chaque jour davantage. Un exemple : celui du village de Thmea, dans la province de Svong Trèng. Un village comme tant d'autres. Les habitants ont construit un système d'irrigation dans les rizières ; ils ont défriché de larges espaces ; les paysans qui n'ont pas de bêtes de trait ont reçu l'aide de leurs voisins. Ardeur au travail et solidarité ont porté leurs fruits : la production a dépassé les besoins ; et les villageois ont réservé une partie de leur récolte aux compatriotes des zones occupées par l'ennemi. Tout cela est possible car les comités du FUNK, dans chaque village, car les comités du FUNK et du GRUNC dans chaque district et chaque province sont d'authentiques organes du pouvoir populaire.

Le FUNK — Front d'Union National du Kampuchea — et le GRUNC — Gouvernement Royal d'Union National formé en mai 1970, ont été les instruments de ces victoires politiques et militaires.

Aujourd'hui, le soutien des peuples leur est acquis ; et s'accroît, leur position diplomatique ; 30 gouvernements et mouvements de libération nationale ont reconnu le GRUNC ; à Georgetown, 60 pays non alignés ont apporté leur soutien à la cause du peuple khmer.

Pour notre part, popularisons sa lutte et faisons largement connaître les trois missions du FUNK — indiquées dans les 5 points proclamés par Samdeck Norodom Sihanouk le 23 mars 1970 :

— chasser jusqu'au dernier les agresseurs U.S. et leurs valets du Kampuchea,

— renverser et anéantir la clique traîtresse Lon-Nol - Sirik Matak - Son Nga Thanh,

— construire un Kampuchea authentiquement indépendant, pacifique, neutre, souverain, démocratique et prospère dans son intégralité territoriale.

Telle est la clé du problème du Cambodge. N'en déplaise à Nixon et à ses valets lonnoliens, il n'y en a pas d'autre !

Camille GRANOT.

Combattants des Forces armées populaires de libération prêts à attaquer l'ennemi.

Meeting en zone libérée. A la tribune : 5 des 10 membres du GRUNC (Poc Deuskoma, Hou Youn, Khieu Samphân, Hu Nim et Tiv Ol). Au-dessus de la tribune, le portrait de Samdech Norodom Sihanouk.

Qui soutient Israël ?

Une fois encore, les sionistes israéliens ont frappé. Très fort. Quatre mille hommes, des blindés, des avions ont pénétré au Liban pour « nettoyer les nids terroristes ». Bilan : des centaines de morts et de blessés parmi les peuples palestinien et libanais. L'agresseur sioniste n'a qu'un langage : **le langage de la terreur.**

Une chose nous frappe : pourquoi tant d'audace et de cynisme chez l'agresseur sioniste ? Pourquoi est-il si sûr de lui ? Qui le soutient ? A n'en pas douter : c'est l'impérialisme américain. Le veto américain au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. vient confirmer cela — s'il en était besoin. Nixon a refusé de désapprouver — même en paroles — les raids israéliens du 7 et 8 septembre dernier. Israël a exulté. Le 16 et 17 septembre, Israël remet ça et frappe plus fort encore. Il n'y a là rien d'étonnant : l'Etat d'Israël est la tête de pont de l'impérialisme américain au Moyen-Orient ; Israël s'acharne contre les peuples arabes que l'impérialisme américain pille effrontément. Et le criminel Nixon se reconnaît dans les actes de la criminelle Golda Meir.

Ce n'est pas tout. L'agresseur sioniste frappe sans vergogne car d'autres lui ont garanti l'impunité. Ce sont les sociaux-impérialistes de Moscou. Depuis 1967, n'ont-ils pas cherché, en accord avec les impérialistes américains, à maintenir et à exploiter une situation « ni paix ni guerre au Moyen-Orient ». On maintient le statu quo afin de partager le Moyen-Orient en deux sphères d'influence d'où on soutire pétrole et dollars — ou roubles. Mais quelqu'un s'est opposé à tous ces marchandages : les peuples arabes. A leur tête, le peuple palestinien a pris les armes. On a tenté de l'en dissuader — par des conseils « révolutionnaires ». Qu'Israël se charge des basses œuvres et s'occupe de le liquider, voilà qui arrange bien les affaires ! Au fond, la situation « ni paix ni guerre » entrevue par les deux supergrands encourage l'Etat sioniste dans ses crimes, et ce n'est pas le ton violemment antiarabe de la presse soviétique de ces dernières semaines — les pays arabes y sont traités de « réactionnaires », d'ultra nationalistes », etc. — qui arrêtera le bras des sionistes. Bien au contraire.

L'impérialisme américain soutient Israël, avec la complicité des sociaux-impérialistes de Moscou. Mais le peuple palestinien n'est pas seul ; il a, derrière lui, les 100 millions d'Arabes et tous les peuples du monde. Les difficultés passagères ne doivent pas cacher la loi de l'Histoire ; les forces des agresseurs américano - sionistes sont destinées à périr ; celles des peuples arabes sont celles de l'avenir.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 3e trimestre 1972